



PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 05 du 16 février 2011

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 17 février 2011

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	245
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE	245
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES	245
Extrait de la décision du SGAR du 31 janvier 2011 accordant habilitation à M. Adolphe COLRAT, préfet de Meurthe-et-Moselle, dans le cadre de la mise en œuvre du programme de développement rural 2007-2013 FEADER	245
Extrait de la décision du SGAR du 31 janvier 2011 accordant habilitation à M. Adolphe COLRAT, préfet de Meurthe-et-Moselle, dans le cadre de la mise en œuvre du programme Objectif Compétitivité Régionale et Emploi Lorraine 2007-2013 FEDER	246
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	247
MISSION ECONOMIQUE	247
Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 8 février 2011	247
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES	247
Bureau des réglementations	247
Extrait de l'arrêté du 1 ^{er} février 2011 autorisant la direction régionale Nord-Est de GRT Gaz à apposer une marque distinctive d'interdiction de survol sur les installations de la station de compression de gaz naturel sur la commune de LANEUVELOTTE	247
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE	247
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités	247
Extrait de l'arrêté interpréfectoral (Moselle – Meurthe-et-Moselle) N° 2011-DCTAJ/1- 008 du 3 février 2011 portant modification des statuts du SIVOM de l'Alzette	247
Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 3 février 2011 autorisant le retrait des communes de Lexy et Mexy du syndicat interdépartemental à vocation unique Fourrière du Joli-Bois de Moineville	248
Extrait de l'arrêté préfectoral du 4 février 2011 autorisant les agents et mandataires de RTE EDF Transport SA à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées pour procéder à des travaux topographiques nécessaires à l'étude du projet de liaison à 63 000 volts FONTOY-TUCQUENIEUX	248
Le préfet de Meurthe-et-Moselle	248
Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 8 février 2011 (Meurthe-et-Moselle / Meuse) autorisant la modification des articles 2-6 et 2-9 des statuts de la communauté de communes "EPCI du bassin de Landres"	249
Extrait de l'arrêté du 8 février 2011 autorisant la modification des statuts du syndicat mixte du parc naturel régional de Lorraine suite à sa transformation en syndicat mixte ouvert restreint	249
Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 11 février 2011 (Meurthe-et-Moselle / Vosges) autorisant le changement de nom de la communauté de communes "EPCI du Pays de Colombey et du sud Toulinois" en communauté de communes du pays de Colombey et du sud Toulinois et autorisant les mises à jour et les précisions concernant la définition de l'intérêt communautaire des compétences	249
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS	250
Bureau de l'interministérialité	250
Arrêté n° 11.BI.41 du 14 février 2011 accordant délégation de signature à M. Jean-Pierre RENAUD, directeur territorial de l'office national des forêts de Lorraine	250
Arrêté n° 11.BI.42 du 14 février 2011 accordant délégation de pouvoir au directeur territorial de l'office national des forêts de Lorraine	250
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	251
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE	251
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE	251
Service produits de santé et biologie	251
Extrait de l'arrêté n° 2011-24 du 26 janvier 2011 portant modification de fonctionnement d'un laboratoire de biologie médicale multisites sis 13 boucle du val marie à THIONVILLE (57100)	251
Extrait de l'arrêté n° 2011-25 du 26 janvier 2011 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral en commandite par actions SELCA « EVOSANTE » sis 13 boucle du val marie à THIONVILLE (57100)	252
Extrait de l'arrêté n° 2011-31 en date du 2 février 2011 portant rejet d'une demande de licence de transfert d'une officine de pharmacie à ARS-sur-MOSELLE	253
Extrait de l'arrêté n° 2011-47 en date du 8 février 2011 portant rejet de la demande de transfert présentée par la SELARL « Pharmacie Léopold Bourg » sise à EPINAL (88000)	254
Extrait de l'arrêté n° 58-2011 du 15 février 2011 portant rejet d'une demande de transformation de plusieurs laboratoires de biologie médicale exploités par la SELAS « Laboratoire Saint-Remy » en un laboratoire de biologie médicale multisite - Autorisation n° 54-87 - N° FINESS Entité juridique : 540002334	254
Extrait de la décision n° 6-2011 du 15 février 2011 portant rejet de la demande de modification de l'agrément de la SELAS « Laboratoire Saint-Remy » enregistrée sous le n° 04	255
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE	256
DIRECTION DE LA STRATEGIE	256
Extrait de l'arrêté n° 2011-35 en date du 7 février 2011 portant composition de la Conférence de Territoire - 2 - territoire de santé de Meurthe-et-Moselle	256
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE	257
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	257
Service veille et sécurité sanitaire et environnementale	257
Extrait de l'arrêté n° 152/2010/ARS/DT54 du 8 novembre 2010 portant déclaration d'insalubrité irrémédiable la maison d'habitation sise 5, rue du Petit Arbois à LAXOU (54520)	257
Extrait de l'arrêté N° 072/2011/ARS/DT54 du 14 février 2011 fixant les modalités du contrôle de l'hygiène et de la qualité des eaux des piscines	258
Cellule prévention et promotion de la santé	259
Extrait de l'arrêté ARS/DT54/2011/N° 28 du 1 ^{er} février 2011 accordant à l'association « Accueil et Réinsertion Sociale » l'autorisation de créer 14 places d'appartements de coordination thérapeutique (ACT) à NANCY	259
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS	260
Arrêté du 8 février 2011 portant subdélégation de signature de Madame Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations, relative à l'ordonnancement secondaire	260
DIRECTION DE LA SECURITE DE L'AVIATION CIVILE NORD-EST	260
Arrêté du 8 février 2011 portant délégation de signature en matière d'administration générale	260
SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST	261
Direction	261
Arrêté du 4 février 2011 portant subdélégation de signature de Mme Corinne de LA PERSONNE, chef du service de la navigation du Nord-Est, relative à l'administration générale	261
Arrêté du 4 février 2011 portant subdélégation de signature de Mme Corinne de LA PERSONNE, chef du service de la navigation du Nord-Est, relative aux avis à la batellerie	261
Arrêté du 4 février 2011 portant subdélégation de signature de Mme Corinne de LA PERSONNE, chef du service de la navigation du Nord-Est, relative à l'ingénierie publique	262
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES	263
Service aménagement durable, urbanisme, risques	263
Arrêté n° 2011/DDT/SG/004 du 4 février 2011 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué et de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics (C.I.F.P.)	263
Arrêté n° 2011/DDT/SG/005 du 8 février 2011 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué et de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics	264
Service environnement - eau - biodiversité	265

Extrait de l'arrêté du 21 janvier 2011 autorisant le tir du Grand cormoran (<i>Phalacrocorax carbo sinensis</i>) et définissant les modalités de régulation pour la campagne 2010/2011.....	265
Extrait de l'arrêté DDT-PECHE 2011/003 du 7 février 2011 instituant deux nouvelles réserves de pêche sur le Trey dans les communes de Villers-sous-Prény et Vilcey-sur-Trey.....	266
Service habitat.....	267
Décision du 8 février 2011 portant délégation de signature au délégué territorial adjoint de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine du département de Meurthe-et-Moselle.....	267
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	267
Arrêté du 27 janvier 2011 portant subdélégation de signature de M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale relative à l'ordonnancement secondaire.....	267
Service solidarité insertion.....	268
Extrait de l'arrêté n° DDSC/SI/2011-46 du 7 février 2011 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs.....	268
Extrait de l'arrêté n° DDSC/SI/2011-49 du 7 février 2011 complétant l'arrêté n° DDSC/SI/2010-74 du 16 février 2010 fixant la liste des mandataires judiciaires du département de Meurthe-et-Moselle.....	269
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA POLICE AUX FRONTIERES DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	269
Arrêté du 7 février 2011 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Miguel FABBRI, directeur départemental de la PAF de Meurthe-et-Moselle.....	269
DIRECTION DES ARCHIVES DEPARTEMENTALES DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	269
Arrêté du 19 janvier 2011 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Mme SAY, directrice des archives départementales de Meurthe-et-Moselle.....	269
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	270
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	270
Extrait de l'arrêté du 25 janvier 2011 relatif à la liste des personnes habilitées à venir assister sur sa demande un salarié lors de l'entretien préalable à son licenciement ou lors d'un entretien préparatoire à une rupture conventionnelle du contrat de travail, en l'absence d'institutions représentatives du personnel dans l'entreprise.....	270
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	273
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	273
CABINET.....	273
Service interministériel de défense et de la protection civile.....	273
Examen de secourisme : brevet national de moniteur des premiers secours du mardi 18 janvier 2011 - procès verbal n° 01/2011.....	273
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	273
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	273
Service aménagement durable, urbanisme, risques.....	273
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 12246 du 7 février 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de NANCY.....	273
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 43259 du 7 février 2011 autorisant EFFIM à exécuter des travaux sur la commune de MONT-SAINT-MARTIN.....	274
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 47555 du 7 février 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de HAGEVILLE.....	274
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 49456 du 16 février 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de MONT BONVILLERS.....	274
AUTRES SERVICES.....	274
MATERNITE REGIONALE UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	274
Ressources Humaines.....	274
Avis de concours interne sur titres de cadre de santé du 14 février 2011.....	274

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES**

Extrait de la décision du SGAR du 31 janvier 2011 accordant habilitation à M. Adolphe COLRAT, préfet de Meurthe-et-Moselle, dans le cadre de la mise en œuvre du programme de développement rural 2007-2013 FEADER

Le préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la zone de défense Est,
Préfet de la Moselle,

DECIDE

Article 1 : Dans le cadre de la mise en œuvre du programme de développement rural 2007-2013 FEADER, Monsieur Adolphe COLRAT, Préfet de Meurthe-et-Moselle, est habilité, pour les dispositifs 311, 321-1, 321-2, 321-3, 321-4, 321-5, 323-B, 323-D, 323-E, 331, 341-A, 341-B, 411, 412, 413, 421 et 431 du Document Régional de Développement Rural Lorraine 2007-2013 FEADER, lorsqu'ils ne dépassent pas le cadre départemental, à :

- Recevoir les dossiers de demande de subvention ;
- Délivrer les récépissés de dépôt et les accusés de réception ;
- Instruire et suivre les dossiers de demande (pour les dossiers LEADER, instruction réglementaire uniquement) ;
- Proposer les dossiers complets au comité de programmation (sous-comité FEADER, excepté pour les dossiers LEADER) ;
- Informer et notifier aux maîtres d'ouvrage les décisions du préfet de région et les avis rendus par le comité de programmation (sous comité FEADER, excepté pour les dossiers LEADER) ;
- Signer les conventions avec les maîtres d'ouvrage ;
- Réaliser le suivi et la gestion des dossiers ;
- Attester le service fait au moment des demandes de paiement ;
- Arrêter les états de paiement qui seront mandatés par l'ASP ;
- Archiver les dossiers et à les conserver pendant le délai de 10 ans prévu par la réglementation ;
- Signer tout document concernant la mise en œuvre, le suivi, le contrôle et l'évaluation du FEADER dans le département de Meurthe-et-Moselle ;
- Organiser au plan départemental les modalités et les moyens qu'il met en œuvre pour sélectionner, instruire, suivre, contrôler et archiver les dossiers relevant du FEADER ;
- Organiser, le cas échéant, au plan départemental, un comité informel de sélection des projets s'il l'estime nécessaire

Le préfet, s'il l'estime nécessaire, pourra, le cas échéant, associer les sous-préfets d'arrondissement à la mise en œuvre des fonds européens dans son département.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Adolphe COLRAT, l'habilitation qui lui est consentie au titre de l'article 1 sera exercée par Monsieur François MALHANCHE, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Adolphe COLRAT et de Monsieur François MALHANCHE, l'habilitation consentie à Monsieur Adolphe COLRAT au titre de l'article 1 sera exercée, pour les dispositifs 321-1, 321-2, 321-3, 321-4, 321-5, 323-E, 331, 341-A, 341-B, 413, 421 et 431 uniquement, par Monsieur Francis GIROUX, directeur de l'action locale, excepté pour :

- Signer les conventions avec les maîtres d'ouvrage ;
- Signer tout document concernant la mise en œuvre, le suivi, le contrôle et l'évaluation du FEADER dans le département de Meurthe-et-Moselle ;
- Organiser au plan départemental les modalités et les moyens qu'il met en œuvre pour sélectionner, instruire, suivre, contrôler et archiver les dossiers relevant du FEADER ;
- Organiser, le cas échéant, au plan départemental, un comité informel de sélection des projets s'il l'estime nécessaire.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Adolphe COLRAT, de Monsieur François MALHANCHE et de Monsieur Francis GIROUX, l'habilitation consentie à Monsieur Adolphe COLRAT au titre de l'article 1 sera exercée par Madame Marie-Line BOULANGER, chef du bureau des affaires financières et budgétaires des collectivités locales de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle excepté pour :

- Informer et notifier aux maîtres d'ouvrage les décisions du Préfet de Région et les avis rendus par le comité de programmation (sous comité FEADER) ;

- Signer les conventions avec les maîtres d'ouvrage ;
- Signer tout document concernant la mise en œuvre, le suivi, le contrôle et l'évaluation du FEADER dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

- Organiser au plan départemental les modalités et les moyens qu'il met en œuvre pour sélectionner, instruire, suivre, contrôler et archiver les dossiers relevant du FEADER ;

- Organiser, le cas échéant, au plan départemental, un comité informel de sélection des projets s'il l'estime nécessaire.

Article 5 : Dans le cadre de la mise en œuvre du programme de développement rural 2007-2013 FEADER, et dans la limite territoriale de son arrondissement, Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet de Lunéville, est habilité, pour les dispositifs 321-1, 321-2, 321-3, 321-4, 321-5, 323-E, 331, 341-A, 341-B, 413, 421 et 431 du Document Régional de Développement Rural Lorraine 2007-2013 FEADER, à :

- Recevoir les dossiers de demande de subvention ;
- Délivrer les récépissés de dépôt et les accusés de réception ;
- Instruire et suivre les dossiers de demande (pour les dossiers LEADER, instruction réglementaire uniquement).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe SAFFREY, l'habilitation qui lui est consentie sera exercée par Monsieur André BINSINGER, secrétaire général de la sous-préfecture de Lunéville.

Article 6 : Dans le cadre de la mise en œuvre du programme de développement rural 2007-2013 FEADER, et dans la limite territoriale de son arrondissement, Monsieur Hubert ESPIASSE, sous-préfet de Toul, est habilité, pour les dispositifs 321-1, 321-2, 321-3, 321-4, 321-5, 323-E, 331, 341-A, 341-B, 413, 421 et 431 du Document Régional de Développement Rural Lorraine 2007-2013 FEADER, à :

- Recevoir les dossiers de demande de subvention ;
- Délivrer les récépissés de dépôt et les accusés de réception ;
- Instruire et suivre les dossiers de demande (pour les dossiers LEADER, instruction réglementaire uniquement).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hubert ESPIASSE, l'habilitation qui lui est consentie sera exercée par Madame Jacqueline THOUVENIN, secrétaire générale de la sous-Préfecture de Toul.

Article 7 : Dans le cadre de la mise en œuvre du programme de développement rural 2007-2013 FEADER, et dans la limite territoriale de son arrondissement, Monsieur Jacky HAUTIER, sous-Préfet de Briey, est habilité pour les dispositifs 321-1, 321-2, 321-3, 321-4, 321-5, 323-E, 331, 341-A et 341-B du Document Régional de Développement Rural Lorraine 2007-2013 FEADER à :

- Recevoir les dossiers de demande de subvention ;
- Délivrer les récépissés de dépôt et les accusés de réception ;
- Instruire et suivre les dossiers de demande.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jacky HAUTIER, l'habilitation qui lui est consentie sera exercée par Monsieur Jean-Marie CITERLE, secrétaire général de la sous-préfecture de Briey.

Article 8 : Monsieur Adolphe COLRAT, préfet de Meurthe-et-Moselle, est chargé de la mise en œuvre de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 31 janvier 2011

Le préfet de la Région Lorraine,
Christian GALLIARD de LAVERNEE

Extrait de la décision du SGAR du 31 janvier 2011 accordant habilitation à M. Adolphe COLRAT, préfet de Meurthe-et-Moselle, dans le cadre de la mise en œuvre du programme Objectif Compétitivité Régionale et Emploi Lorraine 2007-2013 FEDER

Le préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la zone de défense Est,
Préfet de la Moselle,

D E C I D E

Article 1 : Dans le cadre de la mise en œuvre du programme Objectif Compétitivité Régionale et Emploi Lorraine 2007-2013 FEDER, Monsieur Adolphe COLRAT, préfet de Meurthe-et-Moselle, est habilité, pour la mesure A-5, l'action B-1-3, la mesure B-3, les mesures C-1 et C-2, l'action D-1-1, les mesures E-1, E-2, E-3, E-4 et E-5 du Programme Opérationnel lorsqu'elles ne dépassent pas le cadre départemental à :

- Recevoir les dossiers de demandes de subventions ;
- Délivrer les accusés de réception ;
- Instruire et suivre les dossiers de demandes ;
- Proposer les dossiers complets au comité de programmation (sous-comité FEDER) ;
- Informer et notifier aux maîtres d'ouvrage les décisions du préfet de région et les avis rendus par le comité de programmation (sous comité FEDER) ;
- Signer les conventions avec les maîtres d'ouvrage ;
- Réaliser le suivi et la gestion des dossiers ;
- Attester le service fait au moment des demandes de paiement ;
- Procéder au paiement des factures au moyen des crédits qui lui sont délégués ;
- Archiver les dossiers et à les conserver pendant le délai de 10 ans prévu par la réglementation ;
- Signer tout document concernant la mise en œuvre, le suivi, le contrôle et l'évaluation des fonds européens dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

- Organiser au plan départemental les modalités et les moyens qu'il met en œuvre pour sélectionner, instruire, suivre, contrôler et archiver les dossiers relevant des fonds structurels ;

- Organiser, le cas échéant, au plan départemental, un comité informel de sélection des projets s'il l'estime nécessaire.

Pour l'ensemble des actions relevant de cet article, le lieu unique de dépôt, d'instruction et de suivi des dossiers est la Préfecture de département.

Toutefois, le préfet, s'il l'estime nécessaire, pourra, le cas échéant, associer les sous-préfets d'arrondissement à la mise en œuvre des fonds européens dans son département.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Adolphe COLRAT, l'habilitation qui lui est consentie au titre de l'article 1 sera exercée par Monsieur François MALHANCHE, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Adolphe COLRAT et de Monsieur François MALHANCHE, l'habilitation consentie à Monsieur Adolphe COLRAT au titre de l'article 1 sera exercée par Monsieur Francis GIROUX, directeur de l'action locale, excepté pour :

- Signer les conventions avec les maîtres d'ouvrage ;
- Signer tout document concernant la mise en œuvre, le suivi, le contrôle et l'évaluation des fonds européens dans le département de Meurthe-et-Moselle ;
- Archiver les dossiers et à les conserver pendant le délai de 10 ans prévu par la réglementation ;
- Organiser au plan départemental les modalités et les moyens qu'il met en œuvre pour sélectionner, instruire, suivre, contrôler et archiver les dossiers relevant des fonds structurels ;

- Organiser, le cas échéant, au plan départemental, un comité informel de sélection des projets s'il l'estime nécessaire.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Adolphe COLRAT, de Monsieur François MALHANCHE et de Monsieur Francis GIROUX, l'habilitation consentie à Monsieur Adolphe COLRAT au titre de l'article 1 sera exercée par Madame Marie-Line BOULANGER, chef du bureau des affaires financières et budgétaires des collectivités locales de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle excepté pour :

- Informer et notifier aux maîtres d'ouvrage les décisions du préfet de Région et les avis rendus par le comité de programmation ;
- Signer les conventions avec les maîtres d'ouvrage ;
- Signer tout document concernant la mise en œuvre, le suivi, le contrôle et l'évaluation des fonds européens dans le département de Meurthe-et-Moselle ;
- Archiver les dossiers et à les conserver pendant le délai de 10 ans prévu par la réglementation ;
- Organiser au plan départemental les modalités et les moyens qu'il met en œuvre pour sélectionner, instruire, suivre, contrôler et archiver les dossiers relevant des fonds structurels ;
- Organiser, le cas échéant, au plan départemental, un comité informel de sélection des projets s'il l'estime nécessaire.

Article 5 : Dans le cadre de la mise en œuvre du programme Objectif Compétitivité Régionale et Emploi Lorraine 2007-2013 FEDER, et dans la limite territoriale de son arrondissement, Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet de Lunéville, est habilité, pour la mesure A-5, l'action B-1-3, la mesure B-3, les mesures C-1 et C-2, l'action D-1-1, les mesures E-1, E-2, E-3, E-4 et E-5 du Programme Opérationnel lorsqu'elles ne dépassent pas le cadre départemental à :

- Recevoir les dossiers de demande de subvention ;
- Délivrer les récépissés de dépôt et les accusés de réception ;
- Instruire et suivre les dossiers de demande .

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe SAFFREY, l'habilitation qui lui est consentie sera exercée par Monsieur André BINSINGER, secrétaire général de la sous-préfecture de Lunéville.

Article 6 : Dans le cadre de la mise en œuvre du programme Objectif Compétitivité Régionale et Emploi Lorraine 2007-2013 FEDER, et dans la limite territoriale de son arrondissement, Monsieur Hubert ESPIASSE, sous-préfet de Toul, est habilité, pour la mesure A-5, l'action B-1-3, la mesure B-3, les mesures C-1 et C-2, l'action D-1-1, du Programme Opérationnel lorsqu'elles ne dépassent pas le cadre départemental à :

- Recevoir les dossiers de demande de subvention ;
- Délivrer les récépissés de dépôt et les accusés de réception ;
- Instruire et suivre les dossiers de demande.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hubert ESPIASSE, l'habilitation qui lui est consentie sera exercée par Madame Jacqueline THOUVENIN, secrétaire générale de la sous-préfecture de Toul.

Article 7 : Dans le cadre de la mise en œuvre du programme Objectif Compétitivité Régionale et Emploi Lorraine 2007-2013 FEDER, et dans la limite territoriale de son arrondissement, Monsieur Jacky HAUTIER, sous-préfet de Briey, est habilité pour la mesure A-5, l'action B-1-3, la mesure B-3, les mesures C-1 et C-2, l'action D-1-1, du Programme Opérationnel lorsqu'elles ne dépassent pas le cadre départemental à :

- Recevoir les dossiers de demande de subvention ;
- Délivrer les récépissés de dépôt et les accusés de réception ;
- Instruire et suivre les dossiers de demande.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jacky HAUTIER, l'habilitation qui lui est consentie sera exercée par Monsieur Jean-Marie CITERLE, secrétaire général de la sous-préfecture de Briey.

Article 8 : Monsieur Adolphe COLRAT, préfet de Meurthe-et-Moselle, est chargé de la mise en œuvre de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 31 janvier 2011

Le préfet de la Région Lorraine,
Christian GALLIARD de LAVERNEE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

MISSION ECONOMIQUE

Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 8 février 2011

Réunie le 8 février 2011, la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle, a décidé d'accorder à la SAS CORA l'autorisation de procéder à l'extension (+ 645 m²) de l'hypermarché CORA à TOUL, ce qui porte sa surface de vente à 8 153 m².

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de TOUL.

Nancy, le 9 février 2011

Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau des réglementations

Extrait de l'arrêté du 1^{er} février 2011 autorisant la direction régionale Nord-Est de GRT Gaz à apposer une marque distinctive d'interdiction de survol sur les installations de la station de compression de gaz naturel sur la commune de LANEUVELOTTE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande de la Direction Régionale Nord-Est de GRT Gaz, en date du 9 novembre 2010 sollicitant l'autorisation d'apposer une marque distinctive d'interdiction de survol sur les installations de la station de compression de gaz naturel située sur la commune de LANEUVELOTTE, CONSIDERANT que toutes les mesures visant à protéger un établissement industriel contre les intrusions par voie aérienne doivent être mises en œuvre,

ARRETE

Article 1 : La direction régionale Nord-Est de GRT GAZ est autorisée à faire apposer sur le site de la station de compression de gaz naturel située sur la commune de LANEUVELOTTE, une marque distinctive d'interdiction de survol à basse altitude conformément aux dispositions techniques réglementaires de l'article 2 de l'arrêté du 15 juin 1959 susvisé.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la déléguée de l'aviation civile Lorraine Champagne Ardenne sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur régional Nord Est de GRT GAZ et dont copie sera transmise au maire de LANEUVELOTTE.

Copie du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 1^{er} février 2011

Pour le préfet,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa réception.

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités

Extrait de l'arrêté interpréfectoral (Moselle – Meurthe-et-Moselle) N° 2011-DCTAJ/1- 008 du 3 février 2011 portant modification des statuts du SIVOM de l'Alzette

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le préfet de la Région Lorraine,

Préfet de la zone de défense et de sécurité Est,

Préfet de la Moselle,

CONSIDERANT que les conditions de majorité prévues par le code général des collectivités territoriales sont réunies ;

ARRETE

Article 1^{er} : Les statuts du SIVOM de l'Alzette annexés au présent arrêté remplacent les statuts précédents.

Article 2 : L'arrêté et les statuts seront publiés, conformément aux usages locaux, par les collectivités concernées et insérés au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Moselle.

Les annexes pourront être consultées à la préfecture.

Article 3 : Les secrétaires généraux des préfectures de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle, les sous-préfets de Thionville et Briey, le directeur régional des finances publiques de Lorraine et du département de la Moselle, le directeur régional des finances publiques du département de Meurthe-et-Moselle, le président du SIVOM de l'Alzette ainsi que les maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié, conformément aux usages locaux, par les collectivités concernées et inséré au recueil des actes administratifs des préfectures de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 3 février 2011

Le préfet,
Pour le préfet,
Le secrétaire général,
Jean-Francis TREFFEL

Nancy, le 3 février 2011

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Les statuts annexés sont consultables en préfecture à la Direction de l'action locale, Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.

Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 3 février 2011 autorisant le retrait des communes de Lexy et Mexy du syndicat interdépartemental à vocation unique Fourrière du Joli-Bois de Moineville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Le préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la zone de défense et de sécurité Est,
Préfet de la Moselle,

CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 et L 5211-19 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

ARRETEMENT

Article 1er : Le retrait de la commune de Lexy du syndicat interdépartemental à vocation unique Fourrière du Joli-Bois de Moineville est autorisé.

La commune de Lexy est redevable au syndicat de la somme de 3456,95 € (trois mille quatre cent cinquante six euros quatre-vingt quinze centimes).

Article 2 : Le retrait de la commune de Mexy du syndicat interdépartemental à vocation unique Fourrière du Joli-Bois de Moineville est autorisé.

La commune de Mexy est redevable au syndicat de la somme de 2679,17 € (deux mille six cent soixante-dix-neuf euros dix-sept centimes).

Article 3 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle, les sous-préfets de Briey, Metz-Campagne et Thionville et le président du syndicat interdépartemental à vocation unique Fourrière du Joli-Bois de Moineville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes membres et aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle.

Nancy, le 3 février 2011

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Le préfet de la Moselle,
Pour le préfet,
Le secrétaire général,
Jean-Francis TREFFEL

Extrait de l'arrêté préfectoral du 4 février 2011 autorisant les agents et mandataires de RTE EDF Transport SA à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées pour procéder à des travaux topographiques nécessaires à l'étude du projet de liaison à 63 000 volts FONTOY-TUCQUENIEUX

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée pour l'exécution des travaux publics et notamment l'article 1er ;
VU la demande en date du 19 janvier 2011 présentée par RTE EDF Transport SA, en vue d'obtenir l'autorisation pour les agents de pénétrer dans les propriétés publiques et privées pour procéder à des travaux de piquetage, topographiques et sondages nécessaires à l'étude du projet de liaison électrique souterraine à 63 000 volts FONTOY-TUCQUENIEUX ;

CONSIDERANT qu'il importe de faciliter les études sur le terrain du projet dont il s'agit ;

ARRETE

Article 1 – Les agents et mandataires de RTE EDF Transport SA, ainsi que les agents des entreprises travaillant pour son compte, sont autorisés à procéder aux travaux de piquetage et de topographie nécessaires à l'étude du projet de liaison électrique souterraine à 63 000 volts FONTOY-TUCQUENIEUX.

A cet effet, sous réserve du droit des tiers, ils pourront pénétrer dans les propriétés publiques et privées, closes ou non closes (sauf à l'intérieur des maisons d'habitation) et dans les zones boisées, y planter des balises, y établir des jalons, piquets et repères, y pratiquer des sondages, fouilles et coupures, y exécuter des ouvrages temporaires et y faire des abattages, élagages, ébranchements, nivellements et autres travaux ou opérations que les études ou la réalisation du projet rendront indispensables.

Les opérations ci-dessus seront effectuées sur les communes de SANCY, TRIEUX, TUCQUENIEUX.

Article 2 – Chacun des techniciens et agents chargés des études et travaux sera muni d'une copie du présent arrêté qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition.

Article 3 – Dans les propriétés closes, l'introduction des techniciens et agents susvisés n'aura lieu qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 5 de la loi du 29 décembre 1892.

Article 4 – Il ne pourra être abattu d'arbres fruitiers, d'ornement ou de haute futaie avant qu'un accord amiable ne soit établi sur la valeur ou qu'à défaut de cet accord, il ait été procédé à la constatation contradictoire destinée à fournir les éléments nécessaires à l'évaluation des dommages.

Article 5 – Les indemnités qui pourraient être dues pour dommages causés aux propriétés par les agents chargés des études seront à la charge de RTE EDF Transport SA. A défaut d'accord amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif.

Article 6 – Il est interdit de troubler, de quelque manière que ce soit, l'exécution des travaux, ainsi que d'arracher ou de déplacer des balises, piquets, jalons, bornes, repères ou signaux placés par les agents chargés des études.

Article 7 – Les maires des communes de SANCY, TRIEUX, TUCQUENIEUX, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, les gardes champêtres et forestiers, les propriétaires et les habitants des communes dans lesquelles les études seront faites, sont invités à prêter aide et assistance aux techniciens ainsi qu'au personnel effectuant les études et travaux.

Ils prendront des mesures nécessaires pour la conservation des balises, jalons, piquets et repères servant au tracé.

Article 8 – Le présent arrêté sera périmé de plein droit s'il n'est pas suivi d'exécution dans les six mois de sa prise.

Article 9 – Il devra, dès réception, être affiché aux endroits habituels dans la commune citée à l'article 1er dont le maire adressera immédiatement à la préfecture un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité.

Article 10 – Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 11 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de BRIEY, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les maires des communes de SANCY, TRIEUX, TUCQUENIEUX et le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée au

- directeur départemental des territoires,

- directeur de RTE EDF Transport SA.

Nancy, le 4 février 2011

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 8 février 2011 (Meurthe-et-Moselle / Meuse) autorisant la modification des articles 2-6 et 2-9 des statuts de la communauté de communes "EPCI du bassin de Landres"

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Le préfet de la Meuse,

CONSIDERANT que l'absence de délibération des communes de Joudreville, Mairy-Mainville et Xivry-Circourt vaut avis favorable ;
CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application des articles L 5211-17 et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par ces articles est atteinte ;

ARRETEMENT

Article 1er : L'article 2-6 des statuts de la communauté de communes "EPCI du bassin de Landres" est complété comme suit :

"- Le transport des élèves de primaire et de maternelle. L'EPCI prendra à sa charge ce transport spécifique : de l'établissement scolaire à la piscine intercommunale en assurant le retour de la piscine intercommunale à l'établissement scolaire. "

Article 2 : Le 1er alinéa de l'article 2-9 des statuts de la communauté de communes EPCI du bassin de Landres est remplacé comme suit :

"- Création, animation, coordination et gestion de la vie socioculturelle et sportive du Bassin de Landres.

- Partenariat dans le montage d'événements socioculturels. "

Le reste sans changement.

Article 3 : Les statuts approuvés resteront annexés au présent arrêté.

Article 4 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, les sous-préfets de Briey et Verdun et le président de la communauté de communes "EPCI du bassin de Landres", sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes concernées et aux directeurs départementaux des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse et qui fera en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse.

Nancy, le 8 février 2011

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

Le préfet de la Meuse,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Eric BOUCOURT

Les statuts annexés sont consultables en préfecture à la Direction de l'action locale, Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.

Extrait de l'arrêté du 8 février 2011 autorisant la modification des statuts du syndicat mixte du parc naturel régional de Lorraine suite à sa transformation en syndicat mixte ouvert restreint

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 5 août 2002 autorisant la création du syndicat mixte du parc naturel régional de Lorraine (PNRL) ;

VU les demandes de retrait de :

- la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Région Lorraine (17 septembre 2010),
- la Chambre d'Agriculture Lorraine (20 septembre 2010),
- la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie de Lorraine (20 septembre 2010),
- du Centre Régional de la Propriété Forestière de Lorraine-Alsace (8 octobre 2010),
- du syndicat mixte du PNRL ;

VU la délibération du comité syndical du syndicat mixte du PNRL en date du 11 octobre 2010 acceptant le retrait de ces 4 organismes ;

CONSIDERANT que le retrait de ces 4 organismes transforme le syndicat mixte du PNRL en syndicat mixte ouvert restreint et qu'il convient de modifier les statuts en conséquence ;

VU la délibération du comité syndical du syndicat mixte du PNRL en date du 11 octobre 2010 approuvant les nouveaux statuts du syndicat,

VU la lettre de notification de cette décision aux collectivités membres du syndicat, en date du 12 octobre 2010, demandant à leurs conseils de délibérer sur cette modification dans un délai de 3 mois ;

VU le récapitulatif des délibérations des conseils des collectivités membres du syndicat annexé au présent arrêté ;

CONSIDERANT que l'absence de délibération au terme du délai de consultation de 3 mois vaut avis favorable ;

VU l'avis défavorable du conseil municipal de la commune de Buxières-sous-les-Côtes en date du 4 novembre 2010 ;

CONSIDERANT que la majorité qualifiée exigée par les articles L5211-20 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales est atteinte,

ARRETEMENT

Article 1er : Le syndicat mixte du parc naturel régional de Lorraine est transformé en syndicat mixte ouvert restreint.

Article 2 : Les nouveaux statuts du syndicat mixte du PNRL resteront annexés au présent arrêté.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le président du syndicat mixte du parc naturel régional de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à tous les membres du syndicat, à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et aux préfets de la Région Lorraine et de la Meuse et qui fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et de la Meuse.

Nancy, le 8 février 2011

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT.

Les statuts annexés sont consultables en préfecture à la Direction de l'action locale, Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.

Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 11 février 2011 (Meurthe-et-Moselle / Vosges) autorisant le changement de nom de la communauté de communes "EPCI du Pays de Colombey et du sud Toulinois" en communauté de communes du pays de Colombey et du sud Toulinois et autorisant les mises à jour et les précisions concernant la définition de l'intérêt communautaire des compétences

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Le préfet des Vosges,

VU la délibération du conseil de la communauté de communes « EPCI du pays de Colombey et du Sud Toulinois » du 30 septembre 2010 décidant de modifier ses statuts ;

VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de :

Aboncourt (08/10/2010) Allain (15/10/2010), Allamps (22/10/2010), Aroffe (15/12/2010), Bagneux (05/11/2010), Barisey la Côte (04/11/2010), Battigny (03/11/2010), Beuvezin (04/11/2010), Blénod lès Toul (04/10/2010), Bulligny (29/10/2010), Colombey lès Belles (22/10/2010),

Courcelles (24/09/2010), Crépey (15/10/2010), Dolcourt (13/12/2010), Favieres(28/10/2010), Férocourt (21/10/2010), Gélaucourt (08/10/2010), Gemonville (26/11/2010), Germiny (28/10/2010), Gibeauville (28/10/2010), Mont l'Étroit (27/10/2010), Moutrot (26/11/2010), Mont-le-Vignoble (26/11/2010), Ochev (28/10/2010), Selaincourt (13/10/2010), Sexey aux Forges (15/10/2010), Thuilley aux Groseilles (08/10/2010), Tramont-Lassus (16/12/2010), Vandœuvre (19/11/2010), Vannes le Chatel (15/10/2010) et Vicherey (18/11/2010) ;
CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application des articles L 5211-17 et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par ces articles est atteinte;

ARRETEMENT

Article 1er : La communauté de communes « EPCI du pays de Colombey et du Sud Toulinois » est dénommée « communauté de communes du pays de Colombey et du Sud Toulinois ».

Article 2 : Sont autorisées, les mises à jour et les précisions concernant la définition de l'intérêt communautaire des compétences telles que mentionnées dans les statuts approuvés et annexés au présent arrêté.

Article 3 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges, les sous-préfets de Toul et Neufchâteau et le président de la communauté de communes du pays de Colombey et du Sud Toulinois, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes concernées et aux directeurs départementaux des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et des Vosges et qui fera en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

Nancy, le 11 février 2011

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

Le préfet des Vosges,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,
Hugues MALECKI

Les statuts annexés sont consultables en préfecture à la Direction de l'action locale, Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS

Bureau de l'interministérialité

Arrêté n° 11.BI.41 du 14 février 2011 accordant délégation de signature à M. Jean-Pierre RENAUD, directeur territorial de l'office national des forêts de Lorraine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 64-1278 du 23 décembre 1964 article 1er (article L.121- 1 du code forestier) créant l'Office National des Forêts ;

VU le décret n° 65-1065 modifié du 7 décembre 1965 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 1er de la loi précitée ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU la décision du directeur général de l'office national des forêts en date du 16 novembre 2009 nommant M. Jean-Pierre RENAUD, directeur territorial Lorraine de l'office national des forêts, à compter du 16 octobre 2009 ;

VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRÊTE

Article 1 : Délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre RENAUD, directeur territorial de l'office national des forêts de Lorraine, dans la limite des attributions et compétences transférées à cet établissement public, à l'effet de signer les décisions suivantes pouvant être prises dans le département de Meurthe-et-Moselle :

- Autorisation de vente ou d'échange de la quantité de bois tant de chauffage que de construction réservée en faveur des régions, des départements, des communes et sections de communes, des établissements publics, et des établissements d'utilité publique, des sociétés mutualistes et des caisses d'épargne, lors des ventes de coupes et produits de coupes de ces organismes (art. L 144-3 et R 144-5 du code forestier).

- Déclaration de la déchéance de la vente de coupes ou produits de coupes à l'encontre de l'acheteur qui n'a pas fourni les cautions exigées dans le délai prescrit (L 134-5 et R 134-3 du code forestier).

Article 2 : M. Jean-Pierre RENAUD, directeur territorial de l'office national des forêts de Lorraine définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les décisions telles que définies à l'article 1^{er}. Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : L'arrêté préfectoral N° 11.BI.39 du 1^{er} février 2011 accordant délégation de signature à M. Marc DERROY, directeur de l'agence de l'office national des forêts de Meurthe-et-Moselle est abrogé.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur territorial de l'office national des forêts de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 14 février 2011

Le préfet,
Adolphe COLRAT

Arrêté n° 11.BI.42 du 14 février 2011 accordant délégation de pouvoir au directeur territorial de l'office national des forêts de Lorraine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'article 1^{er} de la loi n°64-1 278 du 23 décembre 1964 créant l'Office National des Forêts ;

VU l'article R.134-8 du code forestier concernant la composition du bureau d'adjudication pour les ventes des coupes de bois ou des produits de coupes dans les bois et forêts soumis au régime forestier ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRÊTE

Article 1 : Délégation de pouvoir est donnée au directeur territorial de l'office national des forêts de Lorraine à l'effet de présider, pour ce qui concerne le département de Meurthe-et-Moselle, les ventes par adjudication publique de coupes en bloc et sur pied ou à la mesure, ainsi que les coupes de bois façonnés, provenant de forêts domaniales et de forêts de collectivités.

Article 2 : Il appartient au directeur territorial de l'office national des forêts de Lorraine de définir, par arrêté pris en son nom, les personnes habilitées à le remplacer dans les missions définies à l'article 1^{er}. Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : L'arrêté préfectoral n° 11.BI.40 du 1^{er} février 2011 accordant délégation de pouvoir au directeur de l'agence de l'Office National des Forêts de Meurthe-et-Moselle est abrogé.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur territorial de l'office national des forêts de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 14 février 2011

Le préfet,
Adolphe COLRAT

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE
Service produits de santé et biologie

Extrait de l'arrêté n° 2011-24 du 26 janvier 2011 portant modification de fonctionnement d'un laboratoire de biologie médicale multisites sis 13 boucle du val marie à THIONVILLE (57100)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

CONSIDERANT la demande présentée le 18 Novembre 2010 et complétée le 5 janvier 2011 par la société d'avocats GIRAULT CHEVALLIER & associés au nom et pour le compte de la société d'exercice libéral en commandites par actions (SELCA) « EVOSANTE » ;

CONSIDERANT que la demande porte sur :

L'acquisition des deux laboratoires exploités par la SELARL « Laboratoire de biologie médicale PELTIER » sis 8 route de Thionville à WOIPPY (57140) et 19 rue du Général Leclerc à AUDUN DE LA TICHE (57390) ;

L'acquisition du laboratoire de biologie médicale sis 33 rue des Cités Basses à JOEUF (54240);

La fermeture du laboratoire de biologie médicale sis 19 rue du Général Leclerc à AUDUN de la TICHE (57390);

La nomination de Me Anne LAURENTI et de Mr ISRAEL associés cogérants et biologistes coresponsables de la société « EVOSANTE » ;

La démission de Me Christiane GIRONDEL de ses fonctions de cogérant de la société « EVOSANTE » à compter du 1^{er} Octobre 2010.

CONSIDERANT que le laboratoire de biologie médicale multisites exploité par la SELCA « EVOSANTE » implanté sur 5 sites et dont le siège social est situé 13 boucle du Val Marie à THIONVILLE (57100) résulte de l'intégration de 2 laboratoires de biologie médicale autorisés préalablement à la publication de l'ordonnance du 13 Janvier 2010 susvisée et devient un laboratoire de biologie médicale multisites implantés sur 7 sites.

A R R E T E

Article 1 : A compter de la date du présent arrêté sont abrogées les autorisations de fonctionnement délivrées aux laboratoires de biologie médicale exploités par la SELARL « LABM PELTIER » :

- Laboratoire de biologie médicale, 8 route de Thionville à WOIPPY (57140) autorisé à fonctionner sous le numéro 57-99 (ancien n° FINESS : 570002964) ;

- Laboratoire de biologie médicale, 19 rue du Général Leclerc à AUDUN DE LA TICHE (57390) autorisé à fonctionner sous le numéro 57-111 (ancien n° FINESS : 570023929) ;

Ainsi que l'autorisation de fonctionnement délivrée au laboratoire de biologie médicale exploité sous forme d'entreprise individuelle par M. Richard ISRAEL :

Laboratoire de biologie médicale, 33 rue des Cités Basses à JOEUF(54240) autorisé à fonctionner sous le numéro 54-86 (ancien n° FINESS : 540003407) ;

Article 2 : A compter de la date du présent arrêté, le laboratoire de biologie médicale exploité par la SELCA « EVOSANTE » (FINESS Entité Juridique : 570025098) dont le siège social est situé 13 Boucle du Val Marie à THIONVILLE (57100) est autorisé à fonctionner sous le numéro 57-116 sur les sept sites suivants, ouverts au public :

13 boucle du Val Marie -THIONVILLE (57100)

N° FINESS Etablissement : 570025106

Activités réalisées : chimie, hématologie, immunologie, hémostase, bactériologie, immunologie, sérologie.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 19h et le samedi de 7h à 12h30.

72 avenue des Nations - YUTZ (57970)

N° FINESS Etablissement : 570025114

Activités réalisées : hématologie, immuno-sérologie

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 14h à 18h, le samedi de 7h à 12h.

21 route de Guentrange -THIONVILLE (57100)

N° FINESS Etablissement : 570025122

Activités réalisées : chimie, hématologie, immunologie, hémostase, bactériologie.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et de 14h à 18h, le samedi de 7h30 à 12h.

8 C rue Raymond Mondon- ROMBAS (57120)

N° FINESS Etablissement : 570025130

Activités réalisées : chimie, hématologie, immunologie, hémostase.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h, le samedi de 7h30 à 12h.

1 rue de Verclly - METZ (571070)

N° FINESS Etablissement : 570025148

Activités réalisées : chimie, hématologie, immunologie, hémostase.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h30 et de 13h30 à 18h30, le samedi de 7h30 à 12h.

8 route de Thionville - WOIPPY (57140)

N° FINESS Etablissement : 570025445

Activités réalisées : pas d'activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h30 et de 13h15 à 18h00, le samedi de 7h à 12h30.

33 rue des Cités Basses - JOEUF (54240)

N° FINESS Etablissement : 540021243

Activités réalisées : hémostase.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 14h à 18h, le samedi de 8h à 12h.

Les fonctions de biologistes coresponsables sont assurées par :

- Monsieur Guy THOUBANIOUCK, biologiste médical, Pharmacien,

- Monsieur Francis GIRONDEL, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Yves HOUPERT, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Christelle GUILLON, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Richard ISRAEL, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Anne LAURENTI, biologiste médical, Pharmacien.

Les biologistes médicaux sont :

- Madame Christiane GIRONDEL, biologiste médical, Pharmacien,
- Mademoiselle Michèle HEIDER, biologiste médical, Pharmacien,

Article 3 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 4 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois,

Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,

Devant le Tribunal Administratif de Strasbourg – 31 avenue de la Paix – BP.1038 – 67 070 STRASBOURG Cedex – pour le recours contentieux,

A compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

Article 5 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELCA « EVOSANTE », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Metz ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy.

et publié au recueil des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Nancy, le 26 janvier 2011

Le directeur général
de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté n° 2011-25 du 26 janvier 2011 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral en commandite par actions SELCA « EVOSANTE » sis 13 boucle du val marie à THIONVILLE (57100)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

CONSIDERANT la demande présentée le 18 Novembre 2010 et complétée le 5 janvier 2011 par la société d'avocats GIRAULT CHEVALLIER & Associés au nom et pour le compte de la société d'exercice libéral en commandites par actions (SELCA) « EVOSANTE » ;

CONSIDERANT que la demande porte sur :

La cession de la totalité des parts de la SELARL « LABM PELTIER » au profit de la société « EVOSANTE » ;

La confusion du patrimoine entre la SELARL « LABM PELTIER » et la société « EVOSANTE » ;

La dissolution de la SELARL « Laboratoire d'analyses médicales PELTIER » agréée sous le

n° 34 dont le siège social est situé 8 Route de Thionville à WOIPPY (57140) ;

La fermeture du laboratoire de biologie médicale sis à AUDUN de la TICHE (57390) 19 rue du Général Leclerc autorisé à fonctionner sous le n° 57-111 ;

La cession de parts sociales de la société « EVOSANTE » à Madame Anne LAURENTI et à Monsieur Richard ISRAEL ;

La nomination de Me Anne LAURENTI et de Mr ISRAEL aux titres d'associés cogérants et de biologistes coresponsables de la société « EVOSANTE » ;

La démission au 1^{er} Octobre 2010 de Me Christiane GIRONDEL de ses fonctions de cogérant de la société « EVOSANTE » ;

CONSIDERANT que le laboratoire de biologie médicale multisite exploité par la SELCA « EVOSANTE » implanté sur 5 sites et dont le siège social est situé 13 boucle du Val Marie à Thionville (57100) résulte de l'intégration de 2 laboratoires de biologie médicale autorisés préalablement à la publication de l'Ordonnance du 13 Janvier 2010 susvisée et devient un laboratoire de biologie médicale multisites implantés sur 7 sites ;

ARRETE

Article 1 : A compter de la date du présent arrêté, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté n°2010-164 susvisé relatif à la modification d'agrément de la société d'exercice libéral à commandites par actions SELCA « EVOSANTE » sont remplacées par les suivantes :

Dénomination sociale :

« EVOSANTE »,

Siège social :

13 Boucle du Val Marie

57100 THIONVILLE

Forme juridique :

Société d'exercice libéral en commandites par actions (SELCA)

Sites exploités : La société d'exercice libéral en commandites par actions SELCA « EVOSANTE » agréée sous le n° 40 exploite à compter de la date du présent arrêté le laboratoire de biologie médicale dont le siège social est situé 13 Boucle du Val Marie à THIONVILLE (57100) inscrit sous le n° 57- 116 implanté sur les 7 sites ci-dessous :

13 boucle du Val Marie -THIONVILLE (57100)

72 avenue des Nations - YUTZ (57970)

21 route de Guenrange -THIONVILLE (57100)

8 C rue Raymond Mondon- ROMBAS (57120)

1 rue de Vercly - METZ (57070)

8 route de Thionville - WOIPPY (57140)

33 rue des Cités Basses - JOEUF (54240)

Biologistes coresponsables:

- Monsieur Guy THOUBANIOUCK, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Francis GIRONDEL, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Yves HOUPERT, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Christelle GUILLON, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Richard ISRAEL, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Anne LAURENTI, biologiste médical, Pharmacien.

Biologistes médicaux :

- Madame Christiane GIRONDEL, biologiste médical, Pharmacien,
- Mademoiselle Michèle HEIDER, biologiste médical, Pharmacien,

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
Devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG – 31 avenue de la Paix B.P 1038 67070 STRASBOURG Cedex -pour le recours contentieux.

Article 4 : Le Préfet de Moselle et le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELCA « EVOSANTE », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Metz ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy.

et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Moselle et de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 26 janvier 2011

Le directeur général
de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté n° 2011-31 en date du 2 février 2011 portant rejet d'une demande de licence de transfert d'une officine de pharmacie à ARS-sur-MOSELLE

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

CONSIDERANT la demande présentée par la S.E.L.A.R.L. « Pharmacie des Arches » représentée par Mme GAUTROT Sylvie, pharmacien, en vue de transférer son officine de pharmacie du 51, rue du Maréchal Foch à la résidence « Le Jardin des Arches », Place de la République à ARS-SUR-MOSELLE, demande enregistrée, au vu de l'état complet du dossier, en date du 15 octobre 2010 à 10 heures ;

CONSIDERANT :

l'avis favorable du Préfet de la Région Lorraine, Préfet de la Moselle du 17 novembre 2010 ;

l'avis défavorable du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine du 8 novembre 2010,

l'avis défavorable de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de la Moselle du 14 décembre 2010,

l'absence d'avis de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine,

l'avis favorable du Pharmacien Inspecteur Régional de Santé Publique du 13 mars 2009 relatif aux conditions minimales d'installation ;

CONSIDERANT que cette demande est présentée conformément à l'article R. 5125-5 pour confirmation de la demande de transfert initialement présentée le 21 novembre 2008 ;

CONSIDERANT que les documents fournis au dossier sont inchangés ;

CONSIDERANT que les plans des locaux fournis lors de la demande initiale de l'intéressée avaient recueilli un avis favorable du Pharmacien Inspecteur Régional relatif aux conditions minimales d'installation et que par conséquent, il y a lieu de prendre à nouveau en considération ce même avis, les documents fournis au dossier étant inchangés ;

CONSIDERANT :

que la population municipale légale 2008 entrée en vigueur à compter du 1er janvier 2011 de la commune d'ARS-SUR-MOSELLE où se situe l'officine dont le transfert est projeté, est de 4 781 habitants, et que la commune dispose de 2 officines ;

que par dérogation aux articles L. 5125-11 et L. 5125-14, l'article L. 5125-13 prévoit un quota de population fixé à 3 500 habitants par officine pour le département de la Guyane et les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ;

que conformément à l'article L. 5125-14 du Code de la Santé Publique, un transfert peut s'effectuer au sein d'une même commune ;

CONSIDERANT cependant que l'emplacement proposé pour le transfert se situe à quelques mètres du lieu d'implantation de la seconde officine de la commune sise au 5, Place de la République ;

CONSIDERANT que l'article L. 5125-6, dans sa version antérieure à l'ordonnance n°2010-177 du 23 février 2010 et dans sa version en vigueur, donne au représentant de l'Etat puis au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé la faculté d'imposer une distance minimum entre l'emplacement prévu pour la future officine et l'officine existante la plus proche ;

CONSIDERANT la décision préfectorale du 21 janvier 2010 demandant à Mme GAUTROT de modifier l'emplacement de son projet afin d'assurer une desserte harmonieuse tout en respectant une distance minimale avec la pharmacie avoisinante ;

CONSIDERANT la lettre de la requérante du 15 mars 2010 indiquant qu'il n'y a pas de local disponible et adapté en dehors de celui proposé pour le transfert, confirmée par son courrier du 21 juin 2010 ;

CONSIDERANT que l'article L. 5125-3 du Code de la Santé Publique conditionne l'octroi d'une création, d'un transfert ou d'un regroupement d'officines à une réponse optimale aux besoins en médicaments de la population dans le quartier d'accueil de l'officine ;

CONSIDERANT par conséquent que la condition fixée par ledit article n'est pas remplie puisque le quartier d'accueil demandé par le transfert est déjà desservi par une officine ;

ARRETE

Article I : La demande de licence présentée par la S.E.L.A.R.L. « Pharmacie des Arches » représentée par Mme GAUTROT Sylvie, pharmacien, en vue de transférer son officine de Pharmacie du 51, rue du Maréchal Foch à la résidence « Le Jardin des Arches », Place de la République à ARS-SUR-MOSELLE, est rejetée.

Article II : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8, Avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,

Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY pour le recours contentieux.

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

Article III : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la S.E.L.A.R.L. « Pharmacie des Arches », et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de la Moselle,
 - Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine,
 - Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de la Moselle,
 - Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine,
- et sera publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Nancy, le 2 février 2011

Le directeur général
de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Dr Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté n° 2011-47 en date du 8 février 2011 portant rejet de la demande de transfert présentée par la SELARL « Pharmacie Léopold Bourg » sise à EPINAL (88000)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

CONSIDERANT la demande présentée par la SELARL « Pharmacie Léopold Bourg », représentée par Mademoiselle Sarah Freyheit, docteur en pharmacie, en vue de transférer l'officine de pharmacie qu'elle exploite du 16 rue Léopold Bourg à Epinal (88000) au quartier du Stade Saint Michel rue Emile Zola à Epinal (88000), demande enregistrée, au vu de l'état complet du dossier, en date du 16 octobre 2010 ;

CONSIDERANT, conformément aux dispositions de l'article L.5125-4 du Code de la Santé Publique

L'avis émis par le Préfet des Vosges en date du 17 décembre 2010 ;

L'avis émis par le Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine en date du 21 décembre 2010 ;

L'avis émis par la Chambre Syndicale des Pharmaciens des Vosges en date du 22 décembre 2010 ;

L'absence d'avis de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine ;

CONSIDERANT que les conditions minimales d'installation prévues aux articles R. 5125-9 à R. 5125-11 du Code de la Santé Publique sont remplies ;

CONSIDERANT :

que la population municipale de la commune d'EPINAL où se situe l'officine dont le transfert est projeté est de 33 528 habitants selon le recensement de la population légale en 2007 entré en vigueur le 1er janvier 2010 ;

que la population municipale de la commune d'EPINAL où se situe l'officine dont le transfert est projeté est de 33 043 habitants selon le recensement de la population légale en 2008 entré en vigueur le 1er janvier 2011

que 15 officines de pharmacie sont implantées dans la commune d'EPINAL ;

que 5 d'entre elles sont par conséquent excédentaires ;

CONSIDERANT que le lieu du transfert serait distant d'environ 1 500 mètres de l'officine actuelle ;

CONSIDERANT que le transfert n'a pas pour effet de compromettre l'approvisionnement nécessaire en médicaments de la population résidente du quartier d'origine, des officines restant présentes dans ce quartier ;

CONSIDERANT que le quartier d'accueil proposé pour le transfert est desservi par deux officines de pharmacie : la SELARL « Pharmacie des Tuileries » et la Pharmacie « Figenwald », distantes respectivement d'environ 850 mètres et 1600 mètres de l'emplacement proposé ;

CONSIDERANT que l'article L. 5125-3 du Code de la Santé Publique conditionne l'octroi d'une création, d'un transfert ou d'un regroupement d'officines à une réponse optimale aux besoins en médicaments de la population résidant dans le quartier d'accueil de l'officine ;

CONSIDERANT par conséquent que la condition fixée par ledit article n'est pas remplie puisque le quartier d'accueil est déjà desservi par deux officines ;

ARRETE

Article 1 : La demande de licence présentée par la SELARL « Pharmacie Léopold Bourg » représentée par Mademoiselle Sarah FREYHEIT, en vue de transférer son officine de pharmacie du 16 rue Léopold Bourg à Epinal (88000) au quartier du Stade Saint Michel rue Emile Zola à Epinal (88000), est rejetée.

Article 2 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex - pour le recours contentieux.

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

Article 3 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELARL « Pharmacie Léopold Bourg » et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet des Vosges,

- Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine,

- Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens des Vosges,

- Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine

et sera publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de Moselle et des Vosges.

Nancy, le 8 février 2011

Le directeur général
de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Dr Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté n° 58-2011 du 15 février 2011 portant rejet d'une demande de transformation de plusieurs laboratoires de biologie médicale exploités par la SELAS « Laboratoire Saint-Remy » en un laboratoire de biologie médicale multisite - Autorisation n° 54-87 - N° FINESS Entité juridique : 540002334

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

CONSIDERANT la demande présentée par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats G.S.A., au nom et pour le compte de la SELAS « Laboratoire Saint Remy » ;

CONSIDERANT que la demande porte sur la transformation de 4 laboratoires de biologie médicale existants et autorisés préalablement à la publication de l'ordonnance du 13 janvier 2010 susvisée, en un laboratoire de biologie médicale multisite implanté sur 4 sites dont le siège social est situé au 28 rue de la Pologne à Lunéville (54300) ;

CONSIDERANT que selon les dispositions en vigueur du guide de bonne exécution des analyses de biologie médicale suscité :

- Le nombre minimum de biologistes médicaux, biologistes responsables et biologistes coresponsables est fixé à : 1 biologiste médical ou biologiste responsable ou biologiste coresponsable pour deux techniciens ou fraction de deux techniciens

- L'effectif minimum de techniciens est déterminé en fonction de l'activité annuelle 2009 du laboratoire

- L'activité annuelle du laboratoire est appréciée d'après le volume global exprimé en nombre de B des analyses exécutées ;

CONSIDERANT que :

- L'activité déclarée par la SELAS « Laboratoire Saint Remy » et proratisée pour l'année 2009 est évaluée à 22 459 928 B

- La SELAS « Laboratoire Saint Remy » doit par conséquent compter au minimum 13 techniciens et 7 biologistes médicaux

CONSIDERANT que malgré l'engagement pris par le Président de la SELAS « Laboratoire Saint Remy », au nom et pour le compte de la société et de ses biologistes coresponsables, le 25 janvier 2011 à respecter les règles de bonne exécution des analyses de biologie médicale visées à l'article 7 V. de l'ordonnance n°2010-49 du 13 janvier 2010 dans l'attente de son accréditation au sens de l'article 6221-1 du Code de la Santé Publique, le dossier de demande présenté ne recense que 4,86 équivalent temps plein (ETP) de biologistes médicaux (données au 25 janvier 2011) ;

CONSIDERANT par conséquent que le nombre de biologistes médicaux ne répond pas aux dispositions réglementaires du guide de bonne exécution des analyses de biologie médicale ;

ARRETE

Article 1er : La demande d'autorisation de transformation de plusieurs laboratoires exploités par la SELAS « Laboratoire Saint Remy » en un laboratoire multisite présentée par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats G.S.A., au nom et pour le compte de la SELAS « Laboratoire Saint Remy » pour les sites :

- 28 rue de la Pologne à LUNEVILLE (54300)
- 9 place Léopold à LUNEVILLE (54300)
- 39 rue de la Division Leclerc à BACCARAT (54120)
- 97 rue Jules Ferry à RAON L'ETAPE (88110)
est rejetée.

Article 2 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois,
- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex - pour le recours contentieux.
à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

Article 3 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAS « Laboratoire Saint Remy », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Vosges ;
et publié au recueil des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et des Vosges.

Nancy, le 15 février 2011

Le directeur général
de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Dr Jean-Yves GRALL

Extrait de la décision n° 6-2011 du 15 février 2011 portant rejet de la demande de modification de l'agrément de la SELAS « Laboratoire Saint-Remy » enregistrée sous le n° 04

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU l'arrêté n° 58-2011 du 15 février 2011 portant rejet d'une demande de transformation de plusieurs laboratoires de biologie médicale exploités par la SELAS « Laboratoire Saint Remy » en un laboratoire de biologie médicale multisite ;

CONSIDERANT la demande présentée par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats G.S.A., au nom et pour le compte de la SELAS « Laboratoire Saint Remy » ;

CONSIDERANT que la demande porte sur la transformation de 4 laboratoires de biologie médicale existants et autorisés préalablement à la publication de l'ordonnance du 13 janvier 2010 susvisée, en un laboratoire de biologie médicale multisite implanté sur 4 sites et dont le siège social est situé au 28 rue de la Pologne à Lunéville (54300) ;

CONSIDERANT que selon les dispositions en vigueur du guide de bonne exécution des analyses de biologie médicale suscité :

- Le nombre minimum de biologistes médicaux, biologistes responsables et biologistes coresponsables est fixé à : 1 biologiste médical ou biologiste responsable ou biologiste coresponsable pour deux techniciens ou fraction de deux techniciens

- L'effectif minimum de techniciens est déterminé en fonction de l'activité annuelle 2009 du laboratoire

- L'activité annuelle du laboratoire est appréciée d'après le volume global exprimé en nombre de B des analyses exécutées ;

CONSIDERANT que :

- L'activité déclarée par la SELAS « Laboratoire Saint Remy » et proratisée pour l'année 2009 est évaluée à 22 459 928 B

- La SELAS « Laboratoire Saint Remy » doit par conséquent compter au minimum 13 techniciens et 7 biologistes médicaux

CONSIDERANT malgré l'engagement pris par le Président de la SELAS « Laboratoire Saint Remy », au nom et pour le compte de la société et de ses biologistes coresponsables, le 25 janvier 2011 à respecter les règles de bonne exécution des analyses de biologie médicale visées à l'article 7 V. de l'ordonnance n°2010-49 du 13 janvier 2010 dans l'attente de son accréditation au sens de l'article 6221-1 du Code de la Santé Publique, le dossier de demande présenté ne recense que 4,86 équivalent temps plein (ETP) de biologistes médicaux ;

CONSIDERANT par conséquent que le nombre de biologistes médicaux ne répond pas aux dispositions réglementaires du guide de bonne exécution des analyses de biologie médicale ;

CONSIDERANT que la SELAS « Laboratoire Saint Remy » a été mise en mesure de présenter ses observations orales, conformément à l'article R. 6212-80 du code de la santé publique, lors de l'entretien téléphonique du 15 février 2011 à 11h30 ;

CONSIDERANT les éléments apportés lors de l'entretien téléphonique suscité :

l'effectif actuel de biologistes médicaux est de 4,86 ETP,

la SELAS « Laboratoire Saint Remy » s'engage à étendre son recrutement à 2 ETP de biologistes médicaux au lieu de 1 ETP initialement prévu ;

CONSIDERANT par conséquent que le nombre d'ETP de biologistes médicaux, recensé à ce jour, ne permet pas le respect des bonnes pratiques des analyses de biologie médicale et n'est pas à même de garantir la qualité des examens de biologie médicale ;

DECIDE

Article 1er : Conformément aux prescriptions de l'article R. 6212-79 du code de la santé publique, la demande de modification d'agrément présentée par la SELAS « Laboratoire Saint Remy » est rejetée sur le fondement de l'arrêté n°58-2011 du 15 février 2011 susvisé.

Article 2 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex - pour le recours contentieux.

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

Article 4 : Le Préfet de Meurthe et Moselle et le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAS « Laboratoire Saint Remy », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Vosges ;

et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Moselle et des Vosges.

Nancy, le 15 février 2011

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur général
de l'agence régionale de santé de Lorraine,
Dr Jean-Yves GRALL

**AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE
DIRECTION DE LA STRATEGIE**

Extrait de l'arrêté n° 2011-35 en date du 7 février 2011 portant composition de la Conférence de Territoire - 2 - territoire de santé de Meurthe-et-Moselle

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} : La conférence de territoire de Meurthe et Moselle dont les missions sont définies par le décret du 31 mars 2010 est ainsi composée :

Collège n° 1 : ETABLISSEMENTS DE SANTE

Représentants des personnes morales gestionnaires des établissements de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Renaud MICHEL (FEHAP - OHS VANDOEUVRE)	Claude SCHARF (FEHAP - Directeur MH Baccarat)
Gilles BAROU (FHF - CPN Laxou)	Attente désignation
Jean-Paul COLOTTE (FHF – CH Toul)	Jean-Marc LALLEMAND (FHF – CH Lunéville)
Philippe CHEVRIER (Directeur UGECAM)	Françoise OPIOLA (Directrice UGECAM - IRR)
Dr Jacques DELFOSSE (FHP-Vitalia)	Dr Philippe TOURRAND (FHP-Clinique Essey)

Présidents de commission médicale ou de conférence médicale d'établissements de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Marie-Hélène NOEL (FEHAP MH Saint Charles)	Anne-Marie PEDUZZI (FEHAP MRCSSR Flavigny sur Moselle)
Jean-Luc SCHMUTZ (FHF – CHU)	Jean-Michel HASCOET (FHF – Maternité Régionale)
David PINEY (FHF – Lunéville)	En attente de désignation
Dr Vincent MAUVADY (FHP – Clinique Ambroise Paré)	Dr Patrick BLANCHOT (FHP – Polyclinique Gentilly Nancy)

Collège n° 2 : REPRESENTANTS DES PERSONNES MORALES GESTIONNAIRES DE SERVICES ET D'ETABLISSEMENTS SOCIAUX ET MEDICAUX SOCIAUX

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Marie-Josée MONTROYA (CAPs Rosières aux Salines)	Agnès COLLIN-PEROCHON (MAS LAXOU)
Michel MORIN (ALAGH)	Xavier LEFEVRE (EHPAD Pulnoy)
Jacques JEANJEAN (FEGAPEI)	Giovani LONGO (DGA AEIM)
Brigitte HENNEQUIN (URIOPSS)	Patrick FAIVRE (CEDV Santifontaine)
Patrick MESSEIN (FNAQPA)	Catherine CHAIX (EPAH Maxéville)
Caroline GUILLOTIN (FHF - Thiaucourt)	Joëlle BACK (FHF Faulx)
Geneviève MOREAUX (FHP – EPAHD Les Ophéliades)	En attente de désignation
Jacqueline THIERRY (administrateur ADMR)	Jean Marc JULIEN (Directeur ADMR 54)

Collège n° 3 : REPRESENTANTS DES ORGANISMES OEUVRANT DANS LES DOMAINES DE LA PROMOTION DE LA SANTE ET DE LA PREVENTION OU EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LA PRECARITE

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Christine GRANGE (Inspection Académique)	Martine ROSENBACHER-BERLEMONT (SIUMPPS)
Michel MARTIN (URHAJ)	Pascal HOULNE (ARS)
Pascal ENRIETTO (UC-CMP)	Marie-Christine CLERY (UNAFAM)

Collège n° 4 : PROFESSIONNELS DE SANTE

représentant les médecins

TITULAIRES	SUPPLEANTS
En attente de désignation	En attente de désignation
En attente de désignation	En attente de désignation

représentant les autres professionnels de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Philippe DENRY (Fédération des syndicats pharmaceutiques de France)	Julien GRAVOULET (Fédération des syndicats pharmaceutiques de France)
Thierry PECHEY (Convergence Infirmière)	Didier HENRY (Convergence Infirmière)
Patrick CORNE (Fédération Française des Masseurs Kinésithérapeutes)	Corinne FRICHE (Fédération Française des Masseurs Kinésithérapeutes)
Marc AYME (Union Lorraine des Syndicats Dentaires)	Philippe BICHET (Union Lorraine des Syndicats Dentaires)

représentant les internes

TITULAIRES	SUPPLEANTS
En attente de désignation	En attente de désignation

Collège n° 5 : REPRESENTANTS DES CENTRES DE SANTE, MAISONS DE SANTE, POLES DE SANTE ET RESEAUX DE SANTE

TITULAIRES	SUPPLEANTS
En attente de désignation	En attente de désignation
En attente de désignation	En attente de désignation

Collège n° 6 : ETABLISSEMENTS ASSURANT DES ACTIVITES DE SOINS A DOMICILE

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Marie-Dominique AUGUSTIN (Fédération Nationale des Etablissements d'Hospitalisation à Domicile)	Agnès DUCRET (Fédération Nationale des Etablissements d'Hospitalisation à Domicile)

Collège n° 7 : REPRESENTANTS LES SERVICES DE SANTE AU TRAVAIL

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Dr Amar NAOUN (ALSMT Lunéville)	Dr Camille CINQUALBRE (SST du BTP 54)

Collège n° 8 : REPRESENTANTS DES USAGERS
associations agréées article L.1114-1 du code de la santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Christiane MARCHAL (UDAF 54)	Monique CANIN (Familles Rurales)
Chantal SIBUE De-CAIGNY (ATD QUART MONDE)	Stéphane VOINSON (Espoir 54)
Bernard BLAISON (ALIRAS)	Fernand TIBERI (APF)
Jean-Philippe JULO (AIDES)	Martine BOUFERGUENE (SOS Hépatites)
Denis LEROY (FNAIR)	Marianne RIVIERE (AFL+)

associations des personnes handicapées et des retraités et personnes âgées

TITULAIRES	SUPPLEANTS
En attente de désignation	En attente de désignation
En attente de désignation	En attente de désignation
Bernard RUDEAU (CDFT – CODERPA)	Monique VASSEUR (Association des conjoints survivants – CODERPA)

Collège n° 9 : REPRESENTANTS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DE LEURS GROUPEMENTS
un représentant du Conseil Régional

TITULAIRES	SUPPLEANTS
En attente de désignation	En attente de désignation

deux représentants des communautés de communes

TITULAIRES	SUPPLEANTS
André ROSSINOT (Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy)	En attente de désignation
Jacques FLORENTIN (Président de la Communauté de Communes de Seille et Mauchère)	Chantal CHEVY (Vice-présidente de la Communauté de Communes de Seille et Mauchère)

deux représentants des communes

TITULAIRES	SUPPLEANTS
En attente de désignation	En attente de désignation

deux représentants des conseils généraux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Michèle PILOT (Vice-présidente du Conseil Général de Meurthe et Moselle)	Dominique OLIVIER (Conseillère Générale de Meurthe et Moselle)
André CORZANI (Vice-présidente du Conseil Général de Meurthe et Moselle)	André BARBIER (Conseiller Général de Meurthe et Moselle)

Collège n° 10 : REPRESENTANTS DE L'ORDRE DES MEDECINS

TITULAIRES	SUPPLEANTS
En attente de désignation	En attente de désignation

Collège n° 11 : PERSONNES QUALIFIEES

Professeur François PAILLE (CHU Nancy)
Dr Jacqueline DIETSCH

Article 2 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy.

Article 3 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et de la Préfecture de Meurthe & Moselle.

Nancy, le 7 février 2011

Le directeur général
de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Dr Jean-Yves GRALL

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Service veille et sécurité sanitaire et environnementale

Extrait de l'arrêté n° 152/2010/ARS/DT54 du 8 novembre 2010 portant déclaration d'insalubrité irrémédiable la maison d'habitation sise 5, rue du Petit Arbois à LAXOU (54520)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDERANT que l'état des bâtiments constitue un danger pour la santé des personnes qui l'occupent (ou sont susceptibles de l'occuper), ainsi que pour celle des voisins, notamment aux motifs suivants :

- forte détérioration dans son ensemble, consécutive aux dégâts des eaux récurrents et à l'absence d'entretien régulier, ce qui n'a fait qu'accentuer le processus de détérioration ;
- humidité persistante ;
- installations sanitaires et de chauffage hors d'usage ;
- installation électrique non conforme et non sécurisée ;
- réseaux et branchements techniques dégradés ;

CONSIDERANT que le CODERST est d'avis qu'il est impossible de remédier à l'insalubrité de la maison d'habitation, compte tenu de l'importance des désordres affectant ce bâtiment, de la nature et de l'ampleur des travaux nécessaires à la résorption de l'insalubrité, dont l'évaluation est égale ou supérieure au coût de reconstruction du bâtiment.

AR R E T E

Article 1er : La maison d'habitation sise à LAXOU, 5, rue du Petit Arbois - références cadastrales CO 217 (NANCY) – propriété de Mme CHEVRIER Christelle, domiciliée à LAXOU (54520) – 5, rue du Petit Arbois ou de ses ayants droits, est déclarée insalubre irrémédiable.

Article 2 : Le local susvisé est, en l'état, interdit définitivement à l'habitation et à toute utilisation, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 3 : Dès le départ des occupants et leur relogement, le propriétaire mentionné à l'article 1 est tenu d'exécuter tous travaux nécessaires pour empêcher toute utilisation des locaux et interdire toute entrée dans les lieux (murage des portes et ouvrants).

A défaut, il y sera pourvu d'office par l'autorité administrative aux frais du propriétaire (mentionné à l'article 1).

Article 4 : Si le propriétaire mentionné à l'article 1, à son initiative, a réalisé des travaux permettant de rendre l'immeuble salubre, la mainlevée du présent arrêté d'insalubrité pourra être prononcée après constatation par les agents compétents de la sortie d'insalubrité de l'immeuble.

Le propriétaire tient à disposition de l'administration tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

Article 5 : A défaut pour le propriétaire de se conformer aux dispositions des articles 2 et 3, il est passible des sanctions prévues à l'article L.1337-4 du code de la santé publique, à savoir « d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 50 000 euros ».

Article 6 : Le fait de ne pas respecter cette interdiction d'habiter et le fait de remettre à disposition ces locaux vacants sont punis « d'un emprisonnement de trois ans et d'une amende de 100 000 euros », conformément à l'article L.1337-4 du code de la santé publique.

Article 7 : Le présent arrêté sera notifié à Mme CHEVRIER Christelle, propriétaire.

Il sera également affiché à la mairie de LAXOU ainsi que sur la façade de l'immeuble.

Il sera transmis au maire de la commune de LAXOU, au procureur de la république, au directeur de la direction départementale des territoires, à l'organisme payeur des aides personnelles au logement, ainsi qu'aux gestionnaires du fonds de solidarité pour le logement du département.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur général de l'agence régionale de santé, le maire de LAXOU est chargé, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 10 : Le présent arrêté sera publié à la conservation des hypothèques dont dépend l'immeuble concerné aux frais du propriétaire mentionné à l'article 1.

Il sera également publié au recueil des actes administratifs du département.

Article 11 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de M. le préfet de Meurthe-et-Moselle, soit hiérarchique auprès de la ministre chargée de la santé (Direction générale de la santé – SD7C – 8, avenue de Ségur – 75350 PARIS 07 SP) dans les deux mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de NANCY – 5, place Carrière, également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

Nancy, le 8 novembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté N° 072/2011/ARS/DT54 du 14 février 2011 fixant les modalités du contrôle de l'hygiène et de la qualité des eaux des piscines

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1er : Le présent arrêté est applicable à toute personne publique ou privée qui possède ou exploite un ou plusieurs bains artificiels (piscine, spa...) visés à l'article D.1332-1 du code de la santé publique, utilisés pour les activités de bain ou de natation, ouverts au public et donc non réservés à l'usage personnel d'une famille.

Les copropriétés, résidences et établissements d'hébergement qui disposent de piscines individuelles privées mises à disposition du public dans le cadre de location saisonnières sont assujettis à cet arrêté.

Les piscines thermales et les piscines des établissements de santé autorisés à dispenser des soins de suite et de réadaptation, d'usage exclusivement médical, ne sont pas concernées par cet arrêté.

Article 2 : Le contrôle sanitaire des piscines est effectué à la diligence de l'agence régionale de santé de Lorraine. Il comprend le contrôle analytique de la qualité de l'eau (dont le contenu est fixé en annexe) et le contrôle des règles d'hygiène et de fonctionnement.

Le directeur général de l'agence régionale de santé peut modifier le programme du contrôle sanitaire par l'ajout de nouveaux paramètres.

Article 3 : La fréquence minimum de contrôle analytique de la qualité des eaux des piscines et des bains bouillonnants pendant la période d'ouverture au public est mensuelle.

Cette fréquence peut-être augmentée par le directeur général de l'agence régionale de santé, en fonction de la fréquentation des bassins et/ou d'anomalies constatées.

S'agissant des établissements de plein air dont la fréquentation maximale instantanée est supérieure à 300, la fréquence des analyses est portée à 2 fois par mois minimum pendant la période d'ouverture.

Article 4 : En cas de non respect des normes définies par la réglementation et présentées à l'annexe 1 du présent arrêté, ou en cas d'incident susceptible d'altérer la qualité de l'eau des bassins, une nouvelle analyse est effectuée dans les plus brefs délais.

Article 5 : Le responsable de l'établissement doit soumettre ses installations au contrôle sanitaire et s'assurer de leur conformité.

Article 6 : Les analyses du contrôle sanitaire et de la surveillance des eaux de piscines sont réalisées par un laboratoire agréé par le ministère de la santé, désigné par le directeur général de l'agence régionale de santé. Les frais de prélèvements et d'analyses sont à la charge des responsables des établissements.

Article 7 : La personne responsable de la piscine est tenue d'avertir l'agence régionale de santé à chaque ouverture ou fermeture de toute ou partie de son établissement au moins dix jours à l'avance, et de toute modification de son installation ou des modalités de traitement de l'eau des bassins au moins un mois à l'avance.

Article 8 : Le produits et procédés de traitement utilisés doivent être autorisés par le ministère de la santé.

Article 9 : Toute piscine ou bain bouillonnant non alimenté par le réseau public de distribution d'eau de consommation doit être autorisé par arrêté préfectoral, fixant notamment la fréquence et le contenu des analyses du contrôle sanitaire de la qualité de l'eau d'alimentation.

Article 10 : L'utilisation de tout ou partie de la piscine peut être interdite par les autorités administratives lorsque les normes en vigueur ne sont pas respectées, ou lorsque les conditions d'exploitation ou d'entretien des installations entraînent un danger pour la santé des usagers.

La levée totale ou partielle de ces mesures ne peut intervenir qu'après avis du directeur général de l'agence régionale de santé.

En cas d'anomalies sévères ou répétées, et conformément à l'article D.1332-15 du code de la santé publique, un bassin peut faire l'objet d'un arrêté préfectoral de fermeture administrative. La réouverture sera autorisée par arrêté.

Article 11 : Les résultats des analyses de la surveillance et du contrôle sanitaire doivent être affichés dans l'établissement en un lieu accessible pour faciliter la consultation par le public.

Article 12 : Chaque établissement est doté d'un carnet sanitaire dans lequel le responsable consigne quotidiennement les données de son autocontrôle :

- pH, température, transparence, fréquentation, teneur en désinfectant relevés au moins deux fois par jour
- relevés des compteurs d'eau, observations techniques et/ou anomalies (1 fois par jour)
- pour les bassins concernés, la teneur en acide isocyanurique (stabilisant) doit être relevée deux fois par semaine.

Article 13 : En cas d'utilisation de procédés de déchloration mettant en œuvre des rayonnements UV le responsable de la piscine devra, en complément du contrôle sanitaire mentionné à l'article 6 du présent arrêté, respecter les conditions suivantes de fonctionnement :

- maintenir ou augmenter le renouvellement de l'air ;
- maintenir les apports d'eau neuve dans les bassins concernés ;
- dans l'eau de chacun des bassins concernés, faire réaliser par un laboratoire qualifié des prélèvements et analyses mensuelles de carbone organique total (COT), de chlorures et de TriHaloMéthanes (THM). La valeur de 100 µg/L en THM dans l'eau des bassins définie par l'Organisation Mondiale de la Santé devra être respectée. ;
- dans l'air de la piscine, faire réaliser, deux fois par an, par un laboratoire qualifié des prélèvements et analyses du trichlorure d'azote et des THM.

Article 14 : La personne responsable de la piscine devra prendre toutes dispositions visant à prévenir et à gérer les risques liés aux légionelles dans les installations de production, de stockage et de distribution de l'eau chaude sanitaire.

Article 15 : Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 16 : L'arrêté du 17 juin 2010 fixant les modalités du contrôle de l'hygiène et de la qualité des eaux de piscine est abrogé.

Article 17 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les sous-préfets du département de Meurthe-et-Moselle, le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine, les maires de Meurthe-et-Moselle, les personnes responsables d'une piscine sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 14 février 2011

Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

Cellule prévention et promotion de la santé

Extrait de l'arrêté ARS/DT54/2011/N° 28 du 1er février 2011 accordant à l'association « Accueil et Réinsertion Sociale » l'autorisation de créer 14 places d'appartements de coordination thérapeutique (ACT) à NANCY

Le directeur général de l'agence régionale de santé,

VU la demande présentée le 21 décembre 2009 par le directeur général de l'association « Accueil et Réinsertion Sociale » (ARS) sise à Nancy en vue d'obtenir l'autorisation de créer 15 places d'appartements de coordination thérapeutique (ACT) à Nancy, pour personnes atteintes du VIH/VHC et d'autres pathologies invalidantes, dont 5 places dédiées aux addictions : alcool, tabac ;

VU le dossier reconnu complet le 29 décembre 2009 ;

VU l'avis favorable émis par le Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale de Lorraine, section « personnes en difficultés sociales », lors de sa séance du 25 mai 2010 ;

CONSIDERANT que le projet s'inscrit dans la nécessité avérée de créer des places en Meurthe-et-Moselle ;

CONSIDERANT l'opérationnalité du projet, son respect des missions fixées par décret et l'optimisation de l'offre au regard des besoins sur le territoire concerné ;

CONSIDERANT la circulaire interministérielle N° DGCS/5C/DSS/DGS2010/429 du 13 décembre 2010 notifiant le financement de 14 places d'appartements de coordination thérapeutique au titre de la dotation régionale pour les structures accueillant des personnes présentant des difficultés spécifiques en 2010 ;

CONSIDERANT que le projet présente un coût de fonctionnement en année pleine qui est compatible avec le montant des dotations mentionnées à l'article L.314-3 du code de l'action sociale et des familles au titre de l'exercice 2010, pour 14 places ;

ARRETE

Article 1er : L'association accueil et réinsertion sociale, sise 12 boulevard Jean Jaurès à Nancy, est autorisée à créer 14 places d'appartements de coordination thérapeutique (ACT) à Nancy, pour personnes atteintes du VIH/VHC et d'autres pathologies chroniques et invalidantes, dont 5 places dédiées aux addictions : alcool, drogues.

Article 2 : L'autorisation prévue à l'article L313-1 du code de l'action sociale et des familles est refusée pour une place d'ACT.

La demande reste susceptible d'être autorisée jusqu'à la mise en œuvre de la nouvelle procédure d'autorisation prévue par la loi hôpital, patients, santé et territoires n° 2009-879 du 21 juillet 2009 sans qu'il soit procédé aux consultations mentionnées à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, si le coût prévisionnel de fonctionnement se révèle compatible avec le montant des dotations mentionnées à l'article L.314-3.

Article 3 : L'autorisation des 14 places d'ACT est délivrée pour 15 ans. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L.312-8 du code de l'action sociale et des familles, dont les conditions de mise en œuvre sont prévues par l'article L.313-5 du même code.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article L313-1 du code de l'action sociale et des familles, la présente autorisation est caduque si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans suivant sa notification.

Article 5 : La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée au résultat de la visite de conformité prévue à l'article L.313-6 du CASF dont les conditions de mise en œuvre sont prévues par les articles D.313-11 à D.313-14 du même code.

Article 6 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L.313-1 du CASF. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 7 : Cet établissement est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 540007887

Code statut juridique : 60

Entité établissement :

N° FINESS : en cours

Code catégorie : 165

Code MFT : 05

Code discipline : 507

Code activité/fonctionnement : 18

capacité : 14 places

Code clientèle : 430

Article 8 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy – 5 place de la Carrière – CO 38 – 54036 NANCY CEDEX.

Article 9 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la région lorraine et au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1er février 2011

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS**Arrêté du 8 février 2011 portant subdélégation de signature de Madame Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations, relative à l'ordonnancement secondaire**

La directrice départementale de la protection des populations,

VU l'arrêté préfectoral n° 11 OSD 03 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations ;

ARRETE

Article 1^{er} : En application des articles 4 et 10 de l'arrêté préfectoral N°11 OSD 03 susvisé, en mon absence ou en cas d'empêchement de ma part, subdélégation est donnée à :

Mr Jean-Yves CHOLLET directeur départemental adjoint

à l'effet de signer dans les conditions fixées par l'arrêté préfectoral susvisé et notamment les dispositions de l'article 9, toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire délégué, en tant que responsable de l'unité opérationnelle, tant pour les dépenses que pour les recettes que pour les dépenses.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine BOURGUIGNON, de M. Jean-Yves CHOLLET, la subdélégation est donnée aux chefs de service :

- M. Michel FRANCOIS, chef du service protection des consommateurs
- Mme Catherine NICOLEY, chef du service santé, protection animale et environnement
- Mme Juliette MOS, adjointe au chef du service protection des consommateurs

Article 3 : Délégation de signature est donnée à :

- Emmanuelle HULMANN
- Marie-Pierre MASSON
- Claudie JEANNOT

à l'effet de valider les demandes d'achat dans CHORUS FORMULAIRES

Article 4 : Toute disposition antérieure à cette date est abrogée

Ampliation de cette décision est transmise à monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle et aux responsables des plateformes CHORUS dont dépend la DDPP.

Nancy, le 8 février 2011

La directrice départementale
de la protection des populations,
Catherine BOURGUIGNON

DIRECTION DE LA SECURITE DE L'AVIATION CIVILE NORD-EST**Arrêté du 8 février 2011 portant délégation de signature en matière d'administration générale**

Le directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est,

VU

- la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et notamment son article 79,
- le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements et notamment l'article 38 4°,
- l'arrêté du 23 septembre 2010 nommant Gérard LEFEVRE, directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est à compter du 11 octobre 2010 ;
- l'arrêté préfectoral du département de Meurthe et Moselle n° 11.BI.26 du 17 janvier 2011 portant délégation de signature à M. Gérard LEFEVRE, directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est,

ARRETE

Article 1er - En application de l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à M. Gérard LEFEVRE, directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- M. Philippe NAAS, chef de cabinet du directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Gérard LEFEVRE ;
- M. Rémy MERTZ, chef du département surveillance et régulation, en cas d'absence ou d'empêchement de MM. Gérard LEFEVRE et Philippe NAAS ;

Et cela pour l'ensemble des alinéas suivants :

- 1 de prononcer la décision de retenir tout aéronef français ou étranger ne remplissant pas les conditions pour se livrer à la circulation aérienne prévues par le livre 1er du code de l'aviation civile ou dont le pilote a commis une infraction au sens de ce code ;
- 2 de prononcer les mesures d'interdiction de survol du département ;
- 3 de prescrire le balisage de jour et de nuit de tous les obstacles jugés dangereux pour la navigation aérienne ;
- 4 de délivrer, mettre en demeure d'apporter les mesures correctives nécessaires, suspendre ou retirer l'agrément des organismes d'assistance en escale ;
- 5 de sélectionner les prestataires d'assistance en escale, lorsque cette sélection ne relève pas du gestionnaire de l'aérodrome ;
- 6 de soumettre à l'avis du conseil supérieur de l'infrastructure et de la navigation aérienne (CSINA) la création d'un aérodrome de catégorie D destiné à être ouvert à la circulation aérienne publique ;
- 7 de signer les décisions d'octroi, de retrait ou de suspension des agréments des organismes chargés d'assurer les services de lutte contre l'incendie des aéronefs et les services chargés du péril animalier sur les aérodromes ;
- 8 de créer la commission d'aptitude SSLIA et d'organiser l'examen théorique de présélection du responsable du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes ;
- 9 de valider les formations, de signer les décisions d'octroi, de retrait ou de suspension des agréments des personnels chargés du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie ;
- 10 de déterminer les périodes minimales de mise en œuvre des mesures relatives au péril animalier ;
- 11 de contrôler le respect des dispositions applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie par les exploitants d'aérodromes ou les organismes auxquels ils ont confié le service ;
- 12 d'autoriser le redécollage d'aéronefs ayant dû se poser en campagne suite à des problèmes graves, à l'exclusion des aéronefs venant de l'étranger ou s'y rendant ;
- 13 de délivrer les agréments concernant les "agents habilités" (article R 321-3 du code de l'aviation civile) et les « chargeurs connus » (article R 321-4 du code de l'aviation civile) ;
- 14 de signer les dérogations aux hauteurs minimales de survol hors agglomération (autorisation de vols rasants).

En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Gérard LEFEVRE, Philippe NAAS et Rémy MERTZ, la délégation de signature prévue à l'article premier ci-dessus est exercée :

- par Mme Sophie LEJEUNE, déléguée pour la Lorraine et la Champagne-Ardenne, pour les alinéas 2, 3, 9 et 12

- par M. Jacques ISNARD, chef de la division sûreté de la direction de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est, pour l'alinéa 13.

Article 2 - Le directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général de région.

Entzheim, le 8 février 2011

Le directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est,
Gérard LEFEVRE

SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST

Direction

Arrêté du 4 février 2011 portant subdélégation de signature de Mme Corinne de LA PERSONNE, chef du service de la navigation du Nord-Est, relative à l'administration générale

La chef du service de la navigation du Nord-Est,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment modifié par le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU l'arrêté ministériel du 7 janvier 2011 nommant Mme Corinne de LA PERSONNE, Chef du Service Navigation du Nord-Est, à compter du 1^{er} février 2011 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.97 du 1^{er} février 2011 accordant délégation de signature à Mme Corinne de LA PERSONNE, en matière d'administration générale, par le Préfet de Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté du 19 janvier 2011 portant subdélégation de signature de M. Jean ABELE, en matière d'administration générale ;

ARRETE

Article 1er : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Corinne de LA PERSONNE, la délégation prévue à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n° 11.BI.97 du 1^{er} février 2011 susvisé est exercée dans la limite de ses attributions par M. Jean ABELE, adjoint à la Chef du Service de la Navigation du Nord-Est.

Article 2 : Les compétences suivantes sont subdélégées à M. Philippe LEFRANC, responsable de l'arrondissement eau et environnement et en cas d'absence ou d'empêchement de M. LEFRANC à Mme Christel FIORINA, adjointe :

Police de l'eau et des milieux aquatiques :

- Installations, ouvrages, travaux et activités non soumis à autorisation ni à déclaration au titre du Code de l'environnement (avis simple) ;
- Installations, ouvrages, travaux et activités soumis à déclaration au titre du Code de l'environnement, à l'exclusion des arrêtés fixant des prescriptions particulières contestées par les pétitionnaires et des arrêtés d'opposition ;
- Installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation au titre du Code de l'environnement, à l'exclusion des arrêtés préfectoraux de mise à l'enquête et d'autorisation ;
- Procès-verbal de visite de contrôle des installations, ouvrages, travaux et activités soumis au Code de l'environnement et courriers relatifs aux suites à donner ;
- Autorisation de pratiquer des pêches exceptionnelles ;
- Délits de pêche :
 - . Proposition de transaction auprès du procureur de la République ;
 - . Transmission des procès-verbaux au procureur de la République ;
- Interdiction temporaire de la pêche ;
- Décisions favorables simples ou assorties de prescriptions relatives aux projets de constructions en zones submersibles (plans d'exposition aux risques, plan surfaces submersibles, en application de l'article R.425-21 du Code de l'urbanisme) ;
- Représentation de l'État dans les instances judiciaires de premier degré.

Article 3 : Les compétences suivantes sont subdélégées à M. Jean-Louis AUBERTEIN, responsable de l'arrondissement hydraulique maintenance et exploitation :

Règlements de police et de navigation :

- Règlements particuliers de police ;
- Autorisations de manifestations sur les voies navigables visées à l'article 1.23 du règlement général de police de la navigation intérieure ;
- Autorisations spéciales de transport visées à l'article 1.21 du règlement général de police de la navigation intérieure ;
- Contravention à la police de la navigation :
 - . instruction des procès-verbaux ;
 - . transmission au Procureur de la République des procès-verbaux ;
 - . représentation de l'État dans les instances judiciaires de premier degré.

Article 4 : Le présent arrêté abroge l'arrêté du 19 janvier 2011.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de services déconcentrés de l'État.

Nancy, le 4 février 2011

La chef du service navigation du Nord-Est,
Corinne de LA PERSONNE

Arrêté du 4 février 2011 portant subdélégation de signature de Mme Corinne de LA PERSONNE, chef du service de la navigation du Nord-Est, relative aux avis à la batellerie

La chef du service de la navigation du Nord-Est,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment modifié par le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie

VU l'arrêté ministériel du 7 janvier 2011 nommant Mme Corinne de LA PERSONNE, Chef du Service Navigation du Nord-Est, à compter du 1^{er} février 2011 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.37, article 1-4, du 1^{er} février 2011 accordant délégation de signature à Mme Corinne de LA PERSONNE, en matière d'avis à la batellerie, par le Préfet de Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté du 19 janvier 2011 portant subdélégation de signature de M. Jean ABELE en matière d'avis à la batellerie ;

VU l'arrêté S.G.A.R. n° 2010-36 en date du 5 février 2010 portant constitution de l'unité territoriale d'itinéraire "Canal des Vosges" (U.T.I. CV) et de l'unité territoriale d'itinéraire "Canal de la Marne au Rhin Est et Embranchement de Nancy" (U.T.I. CMRE-EN),

ARRETE

Article 1er : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Corinne de LA PERSONNE, délégation est donnée à :

- M. Jean ABELE, adjoint à la Chef du Service de la Navigation du Nord-Est,
- M. Xavier MANGIN, secrétaire général,

- M. Olivier VERMOREL, responsable de l'arrondissement prospectives, gestion et financement,
- M. Jean-Louis AUBERTEIN, responsable de l'arrondissement hydraulique maintenance et exploitation,
- M. Philippe MOREL, responsable de l'unité exploitation et réglementation,
- M. André MAGNIER, responsable de l'arrondissement études et grands travaux,
- M. Daniel BALY, adjoint au responsable de l'arrondissement études et grands travaux,
- M. Philippe LEFRANC, responsable de l'arrondissement eau et environnement,
- Mme Christel FIORINA, adjointe au responsable de l'arrondissement eau et environnement,
- M. Michel COURTEAU, responsable de l'arrondissement développement de la voie d'eau,
- Mme Michelle LAQUENAIRE, adjointe au responsable de l'arrondissement développement de la voie d'eau,
- M. Alain FABRE, responsable de l'unité territoriale d'itinéraire Moselle (UTI Moselle),
- Mme Catherine FRANCOIS, adjointe au responsable de l'UTI Moselle et responsable de l'antenne de Metz,
- M. Frédéric MARCHAL, adjoint au responsable de l'UTI Moselle et responsable du pôle maintenance,
- M. Jean-Pierre VUILLAUME, responsable du pôle exploitation,
- M. Jean-Yves HELLE, responsable de l'antenne de Toul de l' UTI Moselle,
- M. Luc VUIDART, responsable de l'antenne de Pont-à-Mousson de l' UTI Moselle,
- M. Daniel MARTIN, responsable de l' UTI CMRE-EN,
- M. Stéphane MUNOS, adjoint au responsable de l' UTI CMRE-EN,

à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions et selon les modalités telles que définies dans le tableau joint au présent arrêté, les avis à la batellerie pour le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté du 19 janvier 2011.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et des services déconcentrés de l'État.

Nancy, le 4 février 2011

La chef du service navigation du Nord-Est,
Corinne de LA PERSONNE

MEURTHE-ET-MOSELLE (54)

DELEGATAIRES		TYPES d'AVIS (compétence)								
		Diffusion des modifications des conditions d'exploitation à caractère permanent (modification du ou des R.P.P.)	Déro-gation temporaire R.P.P. ou R.G.P.	Prescriptions de portée générale (économie d'eau)	Evénements sensibles	Annonce d'arrêts ou de prescription importants, connus à l'avance et de portée limitée (regroupement, réduction d'enfoncement, ...)	Arrêts de navigation - Décision immédiate qui fait suite à un événement imprévisible	Restriction localisée	Avis à vigilance	Information sur tous types d'événements avec ou sans restriction de circulation et/ou de gabarit (décisions prises par Voies navigables de France relatives aux horaires de navigation et aux chûmes, ...)
I	En cas d'absence ou d'empêchement de C. de LA PERSONNE : J. ABELE	X	X	X	X	X	X	X	X	X
II	En cas d'absence ou d'empêchement de C. de LA PERSONNE et de J. ABELE : J.L. AUBERTEIN, P. MOREL, M. COURTEAU et M. LAQUENAIRE	X	X	X	X			X	X	X
III	En cas d'absence ou d'empêchement de C. de LA PERSONNE, J. ABELE, J.L. AUBERTEIN, P. MOREL, M. COURTEAU et M. LAQUENAIRE : A. FABRE et en cas d'absence ou d'empêchement de A. FABRE, C. FRANCOIS, F. MARCHAL et JP. VUILLAUME ; A. FABRE et en cas d'absence ou d'empêchement de A. FABRE, J.Y. HELLE (antenne de Toul) ; A. FABRE et en cas d'absence ou d'empêchement de A. FABRE, L. VUIDART (antenne de Pont à Mousson) ; D. MARTIN (UTI CMRE-EN) et en cas d'absence ou d'empêchement de D. MARTIN, S. MUNOS ; chacun dans la limite de sa compétence territoriale						X (si < à 4 heures)	X (si < à 4 heures)	X	
IV	Cadres d'astreinte de Direction : C. de LA PERSONNE, J. ABELE, X. MANGIN, J.L. AUBERTEIN, O. VERMOREL, M. COURTEAU, M. LAQUENAIRE, Ph. LEFRANC, C. FIORINA, A. MAGNIER, D. BALY			X			X	X	X	X

Arrêté du 4 février 2011 portant subdélégation de signature de Mme Corinne de LA PERSONNE, chef du service de la navigation du Nord-Est, relative à l'ingénierie publique

La chef du service de la navigation du Nord-Est,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment modifié par le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU l'arrêté ministériel du 7 janvier 2011 nommant Mme Corinne de LA PERSONNE, Chef du Service Navigation du Nord-Est, à compter du 1^{er} février 2011 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 10.BI.38 du 1^{er} février 2011 accordant délégation de signature à Mme Corinne de LA PERSONNE, en matière d'ingénierie publique, par le Préfet de Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté du 19 janvier 2011 portant subdélégation de signature de M. Jean ABELE, en matière d'ingénierie publique ;

ARRETE

Article 1er : Les compétences relatives à l'exercice des missions d'ingénierie publique prévues à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 10.BI.38 du 1^{er} février 2011 susvisé, sont subdélégées à :

- M. Jean ABELE, adjoint à la chef du Service de la Navigation du Nord-Est,
- M. André MAGNIER, responsable de l'arrondissement études et grands travaux, et en cas d'absence ou d'empêchement de A. MAGNIER, à M. Daniel BALY, adjoint ;
- M. Xavier MANGIN, secrétaire général, et en cas d'absence ou d'empêchement de X. MANGIN à Mlle Christelle BARASSI, secrétaire générale adjointe.

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté du 19 janvier 2011.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de services déconcentrés de l'État.

Nancy, le 4 février 2011

La chef du service navigation du Nord-Est,
Corinne de LA PERSONNE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Service aménagement durable, urbanisme, risques

Arrêté n° 2011/DDT/SG/004 du 4 février 2011 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué et de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics (C.I.F.P.)

Le directeur départemental des territoires, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001, relative aux lois de finances, modifiée par la loi n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifiée par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics ;

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU l'arrêté du Premier Ministre portant nomination dans les directions départementales interministérielles, en date du 1^{er} janvier 2010, nommant Monsieur Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2003 nommant Monsieur Marcel KONIECZNY, Directeur du CIFP de Nancy - Pont-à-Mousson

VU l'arrêté SGAR n° 2011-44 du 3 janvier 2011 de Monsieur le Préfet de la région Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, relative à la gestion des Unités Opérationnelles du Centre Interrégional de Formation Professionnelle (CIFP) de Pont-à-Mousson et pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses s'y rattachant, sous réserve des limitations figurant à l'article 4 du même arrêté ;

VU l'arrêté SGAR n° 2011-45 du 3 janvier 2011 de Monsieur le Préfet de la région Lorraine donnant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, pour l'exercice des attributions de la personne chargée de la mise en œuvre des procédures de marchés (représentant du pouvoir adjudicateur), sous réserve de la limitation figurant à l'article 2 du même arrêté ;

VU l'organigramme du service,

ARRETE

Article 1er : La définition des marchés passés selon une procédure adaptée est réalisée sur la base de la programmation de la commande publique définie par mes soins.

Les fonctions de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés ne sont pas déléguées sauf :

Pour les procédures formalisées au sens de l'article 26 du Code des Marchés Publics :

- l'ouverture des enveloppes et la demande éventuelle des pièces de candidature manquantes, dans le respect des dispositions du code des marchés publics, qui sont déléguées au chef de service en charge de l'opération concernée par le marché ;
- l'élimination des candidatures ne pouvant être admises, qui est déléguée à Madame Marie-Jeanne FOTRE-MULLER, directrice adjointe ;
- la signature des bons de commandes inférieurs à 206 000 € HT (marchés de travaux) et 133 000 € HT (marchés de fournitures et services) dans le cadre de marchés à bons de commande au sens de l'article 77 du Code des Marchés Publics, qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté

Pour les marchés à procédure adaptée au sens de l'article 28 du Code des Marchés Publics :

- la signature des marchés inférieurs à 206 000 € HT (marchés de travaux) et 133 000 € HT (marchés de fournitures et service), qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté
- la procédure de consultation et de choix du titulaire qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2 : Subdélégation de signature est donnée à Monsieur Marcel KONIECZNY, Directeur du Centre Interrégional de Formation Professionnelle (CIFP) de NANCY ou, en son absence, à Madame Danielle ROBERT, directrice adjointe, à l'effet de signer toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire selon l'ensemble des dispositions prévues dans l'arrêté susvisé du Préfet ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié).

Article 3 : Subdélégation de signature est donnée à Madame Danielle ROBERT, directrice adjointe du Centre Interrégional de Formation Professionnelle (CIFP) de NANCY à l'effet de signer les engagements juridiques établis dans le cadre de ses attributions et compétences.

Article 4 : Subdélégation de signature est donnée à :

- Madame Anne LEFRANC, responsable du pôle « modernisation » exerçant les fonctions de Secrétaire Générale du CIFP de Nancy ;
- Madame Monique LORENZETTO, responsable du pôle « management, vie des services » ;
- Madame Danièle ROBERT, responsable du pôle « Territoires » ;
- Madame Emmanuelle ROEHRIG, responsable du pôle « Parcours professionnel » ;
- Monsieur Claude THIEBAUT, responsable du pôle « Techniques » ;

à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences les engagements juridiques dans la limite de 10 000 € HT par commande.

Article 5 : Subdélégation est donnée aux agents désignés ci-dessous, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les engagements juridiques dans la limite des montants indiqués :

- Daniel ESTEVEZ, pour les bons de commande d'un montant maximum de 400 € pour les achats suivants :

- * Copies couleur / Impressions
- * Petits outillages / Logistique (clés, petits aménagements,...)
- * Fournitures consommables (fournitures de bureau, cartouches d'imprimante,...)
- * Petit matériel pédagogique (tableau de papier, ampoules pour vidéo-projecteur,...)
- * Alimentation (pour l'accueil : café, gâteaux,...)
- * Divers (Ethylotest, médailles, pharmacie, kit sécurité VL, pneus,...).

Daniel ESTEVEZ établira, sous forme de tableau trimestriel, un rendu-compte des achats qu'il aura fait.

- Martine PARISOT et Daniel ESTEVEZ, pour les bons de transport SNCF imputés sur les budget de fonctionnement courant et de pédagogie.
Article 6 : La signature des agents habilités par la présente décision est accréditée auprès de Monsieur le Trésorier Payeur Général des Vosges.

Article 8 : Le présent arrêté abroge et remplace la délégation 2010/DDT/SG/FSM/010 du 1er septembre 2010 et sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 4 février 2011

Pour le préfet de la région Lorraine et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Michel MARTY

Arrêté n° 2011/DDT/SG/005 du 8 février 2011 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué et de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics

Le directeur départemental des territoires, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat,

VU la loi organique n°2001-692 du 1er août 2001, relative aux lois de finances, modifiée par la loi n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifiée par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n°90-232 du 15 mars 1990 portant application de l'article 69 de la loi de finances pour 1990 et relatif à l'organisation administrative et financière du compte de commerce n°904-21 intitulé « opérations industrielles et commerciales des directions départementales de l'équipement », modifié par le décret 98-682 du 30 juillet 1998 ;

VU le décret n°2003-1082 du 14 novembre 2003 relatif à l'organisation et aux attributions des direction départementales de l'agriculture et de la forêt ;

VU les décrets n° 2005-29 du 12 janvier 2005 et n°2000-1143 du 21 novembre 2000, modifiant le décret du 17 octobre 1995 relatif au fonds de prévention des risques naturels ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans la région et dans les départements ;

VU le décret n°2006-975 du 1er août 2006 portant code des marchés publics ;

VU les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués :

- du 21 décembre 1982, modifié, pour le budget du ministère de l'urbanisme et du logement des transports,
- du 27 janvier 1992, modifié pour le budget du ministère de l'environnement,
- du 23 mars 1994 pour le budget du ministère de la jeunesse et des sports,
- du 4 janvier 1994 pour le budget du ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville, section budgétaire Ville,
- du 7 janvier 2003 pour le budget du ministère de l'éducation nationale,
- du 2 mai 2002 pour le budget du ministère de l'agriculture et de la pêche ;

VU le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU l'arrêté préfectoral n°DDT/SG-200912/01 du 31 décembre 2009 portant organisation de la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle

VU l'arrêté du Premier Ministre portant nomination dans les directions départementales interministérielles, en date du 1er janvier 2010, nommant Monsieur Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n°11.OSD.01 du 17 janvier 2011, portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires ;

VU l'organigramme du service ;

ARRETE

Article 1er : La définition de marchés passés selon une procédure adaptée est réalisée sur la base de la programmation de la commande publique définie par mes soins.

Les fonctions de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés ne sont pas déléguées sauf :

Pour les procédures formalisées au sens de l'article 26 du Code des Marchés Publics :

- l'ouverture des enveloppes et la demande éventuelle des pièces de candidature manquantes, dans le respect des dispositions du code des marchés publics, qui sont déléguées au chef de service en charge de l'opération concernée par le marché,
- l'élimination des candidatures ne pouvant être admises, qui est déléguée à Madame Marie-Jeanne FOTRE-MULLER, directrice adjointe,
- la signature des bons de commandes inférieurs à 206 000 € HT (marchés de travaux) et 133 000 € HT (marchés de fournitures et services) dans le cadre de marchés à bons de commande au sens de l'article 77 du Code des Marchés Publics, qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 6 du présent arrêté.

Pour les marchés à procédure adaptée au sens de l'article 28 du Code des Marchés Publics :

- la signature des marchés inférieurs à 206 000 € HT (marchés de travaux) et 133 000 € HT (marchés de fournitures et service), qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 6 du présent arrêté,
- la procédure de consultation et de choix du titulaire qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2 : Subdélégation de signature est donnée à Madame Marie-Jeanne FOTRE-MULLER, directrice adjointe et à Monsieur Jean VINSON, secrétaire général, à l'effet de signer toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire selon l'ensemble des dispositions prévues dans l'arrêté susvisé du Préfet.

La présente subdélégation s'étend également au paiement ainsi qu'à toute opération relevant de la compétence de l'ordonnateur secondaire en matière de gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs (compte 466-1686) et en matière d'ingénierie publique et d'ATESAT (compte 706.3 Prestations de service - Ingénierie publique).

Article 3 : Subdélégation de signature est donnée aux chefs de service désignés ci-dessous :

- Monsieur Ludovic BONNARD, chargé du service « agriculture, forêt, chasse » ;
 - Monsieur Hervé BOYER, chargé du service « transports, sécurité » ;
 - Monsieur Jean-Marie HAM, chargé du service « énergie, construction, ingénierie » ;
 - Monsieur Jean-Luc JANEL, chargé du service « environnement, eau, biodiversité » ;
 - Monsieur Karim MIKSA, chargé du Service « habitat » ;
 - Madame Sophie-Charlotte VALENTIN, chargée du service « aménagement durable, urbanisme, risques » ;
- à l'effet de signer les engagements juridiques établis dans le cadre de leurs attributions et compétences :

En cas d'absence ou d'empêchement des chefs de service désignés ci-dessus, la délégation de signature qui leur est confiée sera exercée par le chef de service chargé, par décision, de leur intérim.

Article 4 : Subdélégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-dessous :

- Monsieur Francis MALLET, adjoint à la responsable du service « aménagement durable, urbanisme, risques » ;
- Monsieur Bernard GANNE, adjoint au secrétaire général ;

à l'effet de signer les engagements juridiques établis dans le cadre de leurs attributions et compétences :

Article 5 : Subdélégation de signature est donnée aux chefs d'unités désignés ci-dessous, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les engagements juridiques dans la limite de :

- 50 000 euros HT par commande pour :
 - * Monsieur Michel FRANCOIS, responsable du Parc Départemental ;
- 10 000 euros HT par commande pour :
 - * Madame Sandrine BACHER, chargée de l'unité « formation et développement des compétences » ;
 - * Monsieur Cédric BOUSSUGE, chargé de l'unité « systèmes d'information » ;
 - * Monsieur Pascal CAMPANER, chargé de l'unité « moyens généraux » ;
 - * Madame Martine COUDERT, chargée de l'unité « soutien de l'activité » ;
 - * Monsieur Christian SAUGET, chargé de l'unité « patrimoine État » ;

Article 6 : Subdélégation de signature est donnée aux agents désignés ci-dessous, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les engagements juridiques dans la limite des montants indiqués :

Agents	Montant HT maximum autorisé	Conditions particulières
Thierry BARBIER	2 000 €	Commandes de fournitures
Rolande COULLE	750 €	Commandes de fournitures
Jacques CARDON	Pas de limite	Bons de transport
Chantal ROLIN	Pas de limite	Bons de transport
Christophe BERTIN	1 500 €	Commandes informatiques
Daniel LINDINI	1 500 €	Commandes informatiques
Jean-Luc CAMÉ	2 200 €	Commandes dans le cadre des attributions du CLAS
Claudine MARCHESI	2 200 €	Dépenses du cabinet médical

Article 7 : Subdélégation de signature est donnée à Monsieur Michel FRANCOIS, responsable du Parc Départemental à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences les demandes d'engagements transmises à la comptabilité centrale, les pièces justificatives qui les accompagnent, ainsi que les pièces de liquidation des dépenses et des recettes de toute nature, proposées au mandatement.

Article 8 : La signature des agents habilités par le présent arrêté est accréditée auprès de Monsieur le Trésorier Payeur Général des Vosges.

Article 9 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°2011/DDT/SG/003 du 20 janvier 2011 et sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 8 février 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Michel MARTY

Service environnement - eau - biodiversité

Extrait de l'arrêté du 21 janvier 2011 autorisant le tir du Grand cormoran (*Phalacrocorax carbo sinensis*) et définissant les modalités de régulation pour la campagne 2010/2011

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté du NOR : DEVL1025175A fixant les quotas départementaux dans les limites desquels des dérogations aux interdictions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant les grands cormorans (*Phalacrocorax carbo sinensis*) pour la période 2010-2011
VU l'arrêté NOR : DEVL1025171A fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations aux interdictions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant les grands cormorans (*Phalacrocorax carbo sinensis*)

CONSIDERANT qu'il n'existe pas d'autres moyens de prévenir les dégâts dus au Grand cormoran sur les piscicultures extensives en étangs ni de prévenir les risques présentés par la prédation du grand cormoran pour les espèces de poissons protégées ;

A R R E T E

Article 1er - Des autorisations individuelles de tir du Grand cormoran peuvent être délivrées en Meurthe-et-Moselle pour la campagne 2010-2011 :

- au titre de la protection des intérêts économiques des propriétaires et exploitants d'étangs de pisciculture extensive : dans la zone de piscicultures extensives en étang et dans la zone des eaux libres périphériques (cf. annexe 1), sur la Chiers et ses affluents, l'Orne et ses affluents ainsi que sur le domaine public fluvial de la Moselle, de la Meurthe et de la Vezouze ;

Article 2 - Les prélèvements seront effectués dans la limite des quotas départementaux suivants :

- pour la prévention des dégâts aux piscicultures extensives en étangs : 800 oiseaux
- Les autorisations de tir peuvent être retirées lorsque les quotas départementaux sont atteints.

Article 3 - Le chef du Service départemental de l'ONEMA est chargé de la coordination et du suivi des opérations de tir, dans le respect des quotas départementaux.

I - Dispositions communes

Article 4 - Le tir est autorisé, de jour (soit de 1 h avant le lever du soleil à NANCY jusqu'à 1h après son coucher), de l'ouverture de la chasse pour l'ensemble des espèces de gibier d'eau dans le département jusqu'au dernier jour de février.

Toutefois :

- le tir est suspendu les jours de comptage des oiseaux d'eau par la LPO, soit pour la présente campagne :

- * le 13 février 2011
- * le 13 mars 2011

- le tir est interdit :

- * sur les dortoirs accueillant d'autres espèces d'oiseaux protégés que le cormoran (hérons notamment),
- * en période de fermeture de la chasse du gibier d'eau dans les zones de nidification des oiseaux d'eau.
- dans les réserves de chasse et de faune sauvage du domaine public fluvial, le tir ne pourra être pratiqué que par l'Association départementale des chasseurs de gibier d'eau, encadrée par les agents de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA). Dans les autres réserves de chasse et de faune sauvage, le tir ne pourra être pratiqué que par les agents de l'office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) et les lieutenants de louveterie.
- en cas d'opérations d'alevinage ou de vidange tardives sur des piscicultures extensives en étang, l'article 13 fixe les conditions de prolongation de la durée de l'autorisation de tir.

Article 5 - Le tir aura lieu à 100 m maximum des rives des étangs ou des cours d'eau, sous réserve du droit des détenteurs de droit de chasse voisins.

Article 6 - Les tireurs doivent respecter les règles de la police de la chasse et être porteurs de leur permis de chasser visé et validé, ainsi que de leur autorisation préfectorale individuelle, qui devra être présentée à toute réquisition des services de contrôle.

Cette autorisation pourra être retirée en cas de non respect des conditions imposées pour son utilisation.

Article 7 - Afin d'assurer le suivi et la coordination des opérations de tir tout cormoran abattu devra être signalé dans les 24 h directement par le tireur

- au service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) : Tél/fax : 03 83 82 67 78

Mél : sd54@onema.fr

Adresse : BP 149 – Chemin de Montrichard

54700 PONT-A-MOUSSON CEDEX

- ou au service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) : Tél : 03 83 73 24 74 - Fax : 03 83 73 09 73

Mél : sd54@oncfs.gouv.fr

Adresse : 26 rue Lamartine – 54300 LUNEVILLE.

Les oiseaux abattus porteurs d'une bague seront impérativement remis entiers dans les 24 heures à l'agent de l'ONEMA responsable du secteur. L'autorisation de destruction vaut autorisation de transport par le tireur pour les oiseaux bagués.

Les autres oiseaux abattus seront enfouis sur place.

Article 8 - A l'expiration de la période d'autorisation de tir, un compte-rendu des opérations de destruction (établi selon le modèle en annexe 3) sera adressé dans les 15 jours par le bénéficiaire au Service départemental de l'ONEMA, qui en assurera la synthèse et la transmettra à la DDT pour le 15 mai.

Article 9 - Le respect des dispositions du présent arrêté conditionne l'octroi d'une autorisation individuelle pour l'année suivante.

II - Prévention des dégâts sur les piscicultures extensives en étangs

Article 10 - Sont considérés comme piscicultures en étang :

- les exploitations définies à l'article L.431-6 du code de l'environnement,
- les plans d'eau visés aux articles L.431-4 et L.431-7 dudit code, exploités pour la production de poissons.

Article 11 - Sont autorisés à intervenir sur les étangs de pisciculture extensive le propriétaire ou l'exploitant de la pisciculture, et/ou les personnes qu'il aura désignées.

Dans la zone des eaux libres périphériques et sur la Chiers, l'Orne et leurs affluents, les autorisations de tir pourront être délivrées :

- sur le domaine public fluvial : aux détenteurs du droit de chasse du gibier d'eau et à leurs ayants-droits,
- sur les autres cours d'eau : aux propriétaires ou fermiers riverains, aux associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique (AAPPMA), ainsi qu'aux personnes qu'ils désignent.

Article 12 - Les demandes d'autorisation de destruction seront formulées selon le modèle annexé au présent arrêté (Annexe 2).

Article 13 - Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul, le directeur départemental des territoires, le colonel, commandant du groupement de gendarmerie, le directeur départemental de la sécurité publique, les agents publics chargés de la police de la chasse et de la protection de la nature, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une ampliation sera adressée à :

- au chef du service départemental de l'ONEMA
- au chef du service départemental de l'ONCFS
- au président de l'association départementale des lieutenants de l'ovetierie
- au président de l'association départementale des chasseurs de gibier d'eau
- au président de la fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique
- au délégué régional de l'ONEMA
- au président de la fédération départementale des chasseurs
- au directeur du service de la navigation du nord-est
- au directeur de Voies navigables de France

Nancy, le 21 janvier 2011

Pour le préfet et par délégation,
Le chef du service environnement-eau biodiversité
de la direction départementale des territoires,
Jean-Luc JANEL

RAPPEL

L'emploi de grenaille de plomb est interdit dans les zones humides
(marais non asséchés, fleuves, rivières, canaux, réservoirs, lacs, étangs et nappes d'eau)

Les annexes sont consultables au service environnement eau biodiversité de la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle.

Extrait de l'arrêté DDT-PECHE 2011/003 du 7 février 2011 instituant deux nouvelles réserves de pêche sur le Trey dans les communes de Villers-sous-Prény et Vilcey-sur-Trey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1 : Afin de protéger la faune piscicole, la pêche est interdite à compter de la date de signature du présent arrêté jusqu'au 30 novembre 2011 sur les tronçons du ruisseau « le Trey » ci-après :

Commune de VILLERS-SOUS-PRENY :

Au-dessus du bois de sapins propriété Foulon jusqu'à l'entrée du village de Villers-sous-Prény.

Commune de VILCEY-SUR-TREY :

En amont du village de Vilcey-sur-Trey

Article 2 : Les tronçons où la pêche est temporairement interdite sont dûment signalés par pancartes ou tout autre moyen.

Article 3 : Cette interdiction n'est pas opposable aux pêches extraordinaires exécutées en application du second alinéa de l'article L436-9 du code de l'environnement.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de la commune de Villers-sous-Prény, le maire de la commune de Vilcey-sur-Trey, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques, le président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux :

- président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;
- président de l'A.A.P.P.M.A. "La Gaule Pagnotine".

Article 5 : Le présent arrêté sera affiché dès réception pendant un mois dans les mairies citées à l'article 4 et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 7 février 2011

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le chef du service de police de l'eau de Meurthe-et-Moselle,
Jean-Luc JANEL

Service habitat

Décision du 8 février 2011 portant délégation de signature au délégué territorial adjoint de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine du département de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle, délégué territorial de l'ANRU,

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU le décret n° 2004-123 du 9 février 2004 relatif à l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine ;

VU le décret n° 2004-1005 du 24 septembre 2004 relatif aux majorations des subventions accordées par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine ;

VU le décret 2006-1308 du 26 octobre 2006 modifiant certaines dispositions du décret n° 2004-123 du 9 février 2004 relatif à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine ;

VU la circulaire n° 2004-56 UHC/IUH2 du 25 octobre 2004 relative aux aides au logement dans les territoires d'intervention de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine ;

VU la décision de délégation de pouvoir au délégué territorial de l'ANRU en Meurthe-et-Moselle du 20 décembre 2004 ;

VU le décret du 1^{er} août 2008 portant nomination de M. Pierre SALLENAVE en qualité de Directeur Général de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine ;

VU le décret du 23 décembre 2010 portant nomination de M. Adolphe COLRAT, préfet du département de Meurthe-et-Moselle ;

VU la décision du 26 février 2007 portant nomination, sur proposition du préfet, de M. Michel MARTY, en tant que délégué territorial adjoint de l'agence nationale pour la rénovation urbaine du département de Meurthe-et-Moselle ;

VU la décision du 22 décembre 2009 portant délégation de signature du directeur général de l'Agence au préfet de Meurthe-et-Moselle, délégué territorial, pour l'ordonnancement des subventions ;

VU l'arrêté du 9 juillet 2010 portant approbation de la modification du règlement général de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine ;

VU le règlement comptable et financier de l'Agence approuvé par le ministre du budget en date du 6 janvier 2010 ;

D E C I D E

de donner délégation de signature au délégué territorial adjoint de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine du département, dans le cadre de son ressort territorial et de ses attributions et compétences, à l'effet d'instruire, de proposer ou de signer les décisions suivantes :

- a. Instruction des opérations éligibles aux aides de l'agence nationale pour la rénovation urbaine selon les conditions et modalités d'attribution définies par les textes en vigueur, le règlement général et les directives de l'ANRU.
- b. Décisions de subvention concernant les opérations conventionnées conformément au tableau financier annexé à la convention qui précise notamment leurs conditions de réalisation physique, de durée et de montant dans la limite de l'opération financière à laquelle elles se rattachent.
- c. Par anticipation à la signature de la convention, les décisions de subvention concernant les opérations pré conventionnées répertoriées dans l'avis du Comité d'Engagement de l'Agence selon les modalités définies par le tableau financier annexé à la convention qui précise notamment leurs conditions de réalisation physique de durée et de montant dans la limite de l'opération financière à laquelle elles se rattachent.
- d. Décisions concernant les subventions et agréments pour la construction, et l'acquisition de logements locatifs aidés (prêts locatifs à usage social « PLUS », prêts locatifs à usage social pour la démolition construction « PLUS CD » et prêts locatifs aidés d'intégration « PLAI ») : annulation, autorisation de commencer les travaux avant délivrance de la décision, modification, dérogations, prorogation des délais d'achèvement des travaux, dépassement des prix de référence, transfert des prêts (art. R 331-1 à R 331-16 du code de la construction et de l'habitation).
- e. Décisions relatives aux subventions pour majoration de surcharges foncières : annulation, dérogations au plafonnement de l'assiette et au taux de la subvention (art. R 331-24 à R 331-31 et art. R 381-1 à R 381-6 du code de la construction et de l'habitation).
- f. Décisions relatives aux subventions et agréments pour l'amélioration de logements à usage locatif et social (PALULOS) : autorisation de commencer les travaux avant délivrance de la décision, dérogations au montant des travaux éligibles et au taux de la subvention, prorogation de délais d'achèvement des travaux (art. R 323-1 à R 323-12 du code de la construction et de l'habitation).
- g. Liquidation (calcul) et ordonnancement du montant des sommes à payer au titre des avances, acomptes et soldes conventionnels fondés sur la vérification et l'attestation des pièces justificatives produites.
- h. Certification de la réalité et de la conformité des prestations ou des travaux réalisés par rapport aux opérations isolées ou urgentes en vue de leur ordonnancement et du paiement par l'agent comptable de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine.

Le Directeur Général de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, et le Préfet de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Nancy, le 8 février 2011

Le préfet de Meurthe-et-Moselle, délégué territorial de l'ANRU,
Adolphe COLRAT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**Arrêté du 27 janvier 2011 portant subdélégation de signature de M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale relative à l'ordonnancement secondaire**

Le directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

VU le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés ;

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU le décret du président de la République du 23 décembre 2010 nommant Monsieur Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU les arrêtés interministériels des 21 et 30 décembre 1982 modifiés, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution des budgets des ministères de l'éducation nationale, des transports, de l'urbanisme et du logement, de l'environnement et de la jeunesse et des sports ;

VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère chargé des affaires sociales ;

VU les arrêtés interministériels des 23 mars 1994 et 7 janvier 2003, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de la jeunesse et de l'enseignement scolaire et le budget de l'enseignement supérieur ;

VU l'arrêté du Premier Ministre du 1^{er} janvier 2010 portant nomination dans les directions départementales interministérielles et nommant M. Daniel BOUFFIER dans les fonctions de directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté de subdélégation de signature de l'ordonnateur secondaire du 6 juillet 2010 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.OSD.02 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale, et notamment son article 4 ;

ARRETE

Article 1 : L'arrêté de subdélégation de signature du 6 juillet 2010 est abrogé.

Article 2 : Délégation est donnée à :

- M. BOIFFIN Pierre-Yves, Directeur Adjoint

- M. REB Christophe, Attaché de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur

- M. FERRE Olivier, Inspecteur de la jeunesse et des sports

- M. NEGRO Yann, Attaché Principal de préfecture

à l'effet de signer tous documents relatifs, d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de l'Etat, et d'autre part, à la liquidation et à l'émission des titres de recettes de l'Etat imputées au titre des programmes suivants :

Programme 104 "Intégration et accès à la nationalité française"

Programme 106 "Action en faveur des familles vulnérables"

Programme 109 "Aide à l'accès au logement"

Programme 124 "Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative"

Programme 135 "Développement et amélioration de l'offre de logement"

Programme 137 "Egalité entre les hommes et les femmes"

Programme 147 "Politique de la ville"

Programme 157 "Handicap et dépendance"

Programme 163 "Jeunesse et vie associative"

Programme 177 "Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables"

Programme 183 "Protection maladie"

Programme 216 "Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur"

Programme 217 "Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer"

Programme 219 "Sport"

Programme 304 "Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales"

Programme 333 "Moyens mutualisés des administrations déconcentrées" – Action 1

Article 3 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables de M ou Mme l'administrateur général des finances publiques, qui restent soumis à la signature de M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : La signature des agents habilités par le présent arrêté est accréditée auprès de Mme. l'administrateur général des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et M. l'administrateur général des finances publiques de Moselle, qui en recevront un exemplaire comportant les spécimens de signature.

Article 5 : M. le Directeur Départemental de la cohésion sociale, M. BOIFFIN Pierre-Yves, M. REB Christophe, M. FERRE Olivier, M. NEGRO Yann, Mme l'administrateur général des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, M. l'administrateur général des finances publiques de Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Le directeur départemental de la cohésion sociale,
Daniel BOUFFIER

Service solidarité insertion

Extrait de l'arrêté n° DDCS/SI/2011-46 du 7 février 2011 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que Madame URIOT épouse DE SOUSA Brigitte satisfait aux conditions de moralité, d'âge, de formation et d'expérience professionnelle prévues par les articles L.471-4 et D. 471-3 du code de l'action sociale et des familles ;

CONSIDERANT que Madame URIOT épouse DE SOUSA Brigitte justifie d'une assurance en responsabilité civile dont les garanties sont susceptibles de couvrir les dommages que pourraient subir les personnes protégées du fait de son activité.

CONSIDERANT que l'agrément s'inscrit dans les objectifs et répond aux besoins du schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine ;

ARRETE

Article 1^{er} : L'agrément mentionné à l'article L 472-1 du code de l'action sociale et des familles est accordé à Madame URIOT épouse DE SOUSA Brigitte domiciliée 10 bis rue François Villon 54630 RICHARDMENIL pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans les ressorts des tribunaux d'instance de Nancy et Lunéville.

L'agrément vaut inscription sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs pour les ressorts des tribunaux d'instance susmentionnés.

Article 2 : Tout changement concernant la nature et la consistance des garanties prévues par l'assurance en responsabilité civile, tout changement de catégorie de mesures de protection exercées ainsi que toute évolution du nombre de personnes qui exercent auprès du mandataire judiciaire à la protection des majeurs les fonctions de secrétaire spécialisé donnent lieu à un nouvel agrément dans les conditions prévues aux articles R. 471-1 et R. 472-2 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe Moselle et le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 7 février 2011

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

Extrait de l'arrêté n° DDCS/SI/2011-49 du 7 février 2011 complétant l'arrêté n° DDCS/SI/2010-74 du 16 février 2010 fixant la liste des mandataires judiciaires du département de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : La liste provisoire des personnes habilitées pour être désignées en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs par les juges des tutelles pour exercer des mesures de protection des majeurs au titre de la tutelle, de la curatelle ou du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice, fixée par l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2010-74 du 16 février 2010, est complétée comme suit :

1° Tribunal de grande instance de Nancy

b) au titre de l'article L 471-2 du code de l'action sociale et des familles :

II) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

- Mme URIOT épouse DE SOUSA Brigitte, domiciliée 10 bis rue François Villon - 54630 RICHARDMENIL

2° Tribunal d'Instance de Lunéville

b) au titre de l'article L 471-2 du code de l'action sociale et des familles :

II) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

- Mme URIOT épouse DE SOUSA Brigitte, domiciliée 10 bis rue François Villon - 54630 RICHARDMENIL

Article 2 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, soit hiérarchique auprès du Ministre chargé des solidarités et de la cohésion sociale, dans les deux mois à compter de la notification.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif, 5 place Carrière CO 38 - 54036 NANCY CEDEX, également dans un délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

Article 3 : Une ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Mme URIOT épouse DE SOUSA Brigitte ;

- au procureur de la République près le tribunal de grande instance de NANCY ;

- aux juges des tutelles - tribunaux d'instance de NANCY et de LUNEVILLE ;

- aux juges des enfants - tribunal d'instance de NANCY.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental de la Cohésion Sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 7 février 2011

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
La sous-préfète chargée de mission
Juliette TRIGNAT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA POLICE AUX FRONTIERES DE MEURTHE-ET-MOSELLE**Arrêté du 7 février 2011 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Miguel FABBRI, directeur départemental de la PAF de Meurthe-et-Moselle**

Le directeur départemental,

VU

la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie Française et en Nouvelle-Calédonie ;

la note de service numéro 38/2009 en date du 31 août 2009 nommant M. Miguel FABBRI, Commandant de Police, directeur départemental de la PAF de Meurthe et Moselle ;

l'arrêté préfectoral n° 11.BI.16 en date du 17 janvier 2011 portant délégation de signature à M. Miguel FABBRI, directeur départemental de la PAF de Meurthe et Moselle ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté ;

ARRETE

Article 1er - En application de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 11.BI.16 en date du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Miguel FABBRI, directeur départemental de la Police Aux Frontières de Meurthe et Moselle à l'effet de signer les décisions de remise aux autorités compétentes de Belgique et du Luxembourg prévues aux articles L.531-1 et L.531-2 du code de l'entrée et de séjour des étrangers et du droit d'asile, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, à l'agent suivant :

- M. Laurent GALLIC, Capitaine de Police, directeur départemental adjoint pour signer les décisions de remise aux autorités compétentes de Belgique et du Luxembourg prévues aux articles L.531-1 et L.531-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 2 - Le directeur départemental de la Police Aux Frontières de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Mont-Saint-Martin, le 7 février 2011

Pour le préfet de Meurthe et Moselle et par délégation,
Le directeur départemental de la PAF de Meurthe et Moselle,
Miguel FABBRI

DIRECTION DES ARCHIVES DEPARTEMENTALES DE MEURTHE-ET-MOSELLE**Arrêté du 19 janvier 2011 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Mme SAY, directrice des archives départementales de Meurthe-et-Moselle**

La directrice départementale,

VU

la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

l'arrêté ministériel en date du 20 mars 2003 nommant Mme Hélène SAY, conservateur en chef du patrimoine, directrice des archives départementales de Meurthe-et-Moselle,

l'arrêté préfectoral n° 11.BI.18 en date du 17 janvier 2011 portant délégation de signature à Mme SAY, directrice des archives départementales, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1er - En application de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 11.BI.18 en date du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à Mme SAY, directrice des archives départementales, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- Mme Magali LACHÈVRE, conservateur du patrimoine, directrice adjointe.

Article 2 - Le préfet de Meurthe-et-Moselle et la directrice des archives départementales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général. Nancy, le 19 janvier 2011

Pour le préfet de Meurthe et Moselle et par délégation,
La directrice des archives départementales de Meurthe-et-Moselle,
Hélène SAY

**DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION,
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Extrait de l'arrêté du 25 janvier 2011 relatif à la liste des personnes habilitées à venir assister sur sa demande un salarié lors de l'entretien préalable à son licenciement ou lors d'un entretien préparatoire à une rupture conventionnelle du contrat de travail, en l'absence d'institutions représentatives du personnel dans l'entreprise

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Après consultation des organisations représentatives visées à l'article L 2272-1 du code du travail,

ARRETE

Article 1^{er}: L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 23 août 2010 est remplacé par les dispositions suivantes : la liste des personnes habilitées à venir assister sur sa demande un salarié lors de l'entretien préalable à son licenciement ou lors d'un entretien préparatoire à une rupture conventionnelle du contrat de travail, en l'absence d'institutions représentatives du personnel dans l'entreprise, est composée comme suit :

ARRONDISSEMENT DE BRIEY

Mme Malika AISSANI - CGT 54, rue 19 mars 1962 54490 PIENNES 06.22.72.44.77 A.S.H	M. Eric BADIN - FO 12, rue Maurice Barrès 57360 AMNEVILLE LES THERMES 06.14.66.30.88 Monteur
M. Frédéric BAJETTI - FO 92, route de JOUY 57160 MOULINS LES METZ 06.09.22.02.17 Contrôleur qualité	Mme Marilène BOMBARDIERI - CGT 15, rue Klopp 54650 SAULNES 06.24.75.15.41 Sans emploi
Mme Françoise CARRIERE – CFE-CGC 28, route des Genêts 54720 CHENIERES 06.87.94.78.52 Assistante de direction	M. Jean Pierre CHEVRIER - CGT 3, rue Yves Crepel 54400 LONGWY 06.09.48.71.79 Retraite Cheminot
M. Patrick CLEMENT – CFDT 3a, rue Berthelot 57255 STE MARIE AUX CHENES 06.50.45.63.07 Conseiller clientèle	Mme Jennifer FRANCHETTI – CFDT 15 Grand Rue 54960 MERCY LE BAS 06.79.94.24.72 Hôtesse de caisse
M. Michel GAILLARD - CFDT 8, rue Jules ferry 54800 JOUAVILLE 03.82.33.51.58 Retraité	M. Daniel HASSEL – CFDT 10, rue Châteaubriand 54800 CONFLANS-EN-JARNISY 03 82 33 50 34 Retraité
M. Pierre LAIDIE - CFDT 4, rue du Québec 54260 LONGWY 03.82.39.20.95 ou 06.80.08.28.37 Pré retraité	M. Jacques LORTHIOIR – CFDT 48, allée des Acacias 54111 MONT-BONVILLERS 03 82 21 97 18 Retraité
M. Louis MACHADO – CFTC 5, rue Georges Clémenceau 54660 MOUTIERS 06.19.37.34.03 Animateur qualité	M. Patrick MAGNETTE – CGT 41, rue des Glacis 54400 LONGWY 06.07.99.62.49 Agent SNCF
M. Patrick MATHEY – CFDT 53, rue Debussy 54800 JARNY 06.32.53.86.57 Retraité	M. Marc MATTINA - UNSA 24, rue du Baron Kister 57500 SAINT AVOLD 06.71.34.22.57 Ouvrier SOVAB
M. Michel MENGIN FO 40, rue du Stade 54430 REHON 06.33.93.58.00 Retraité	M. Pierre REMOND – CGT 97, rue de Liège 54440 HERSERANGE 06.72.62.78.69 Retraité
M. Michel TOGNARINI – CFDT 56, avenue de la métallurgie 54400 LONGWY 06.78.12.14.60	M. Denis TORTAY – CFDT 27, rue Molière 54860 HAUCOURT MOULAIN 06.03.89.99.80 Employé libre service

M. Christian TRARBACH - CFD Beau Soleil – Allée des chalets 54440 HERSERANGE 06.80.33.29.12 Retraité	M. Pierre VOGEL - CGT 4, rue du Maréchal Leclerc 54800 JOUAVILLE 06.16.72.27.83 Agent de fabrication SOVAB
M. Dominique WATRIN - CGT 24, lotissement la vigne 54980 BATILLY 06.67.14.28.34 Sans emploi	M. Maurice WATRIN - CGT 15, rue Pasteur 54150 ANOUX 06.79.43.10.49 Retraité

ARRONDISSEMENT DE LUNEVILLE

Mme Chantal BURTIN – CFD 1, rue du Jardin de l'école 54110 COURBESSEUX 06.26 99 56 64 Agent de Maîtrise	M. Patrick CHRIST – CGT 4, rue Joyeuse 54300 BONVILLER 06.32.17.57.61 Ouvrier d'état
M. Régis GAUDARE – SUD-SOLIDAIRES 16, rue de la chapelle 54330 HOUDREVILLE 06.43.25.30.91 Agent France télécom	M. Jean Jacques LEMOINE - FO 3, rue du Maréchal Leclerc 54122 FLIN 06.32.93.08.37 Ouvrier faïencier
M. Olivier MAURY - FO 135, avenue du Général de Gaulle 54300 LUNEVILLE 06.69.95.42.41 Chauffeur	M. Philippe PAIR – SUD-SOLIDAIRES 7, rue des Dahlias 54110 VARANGEVILLE 06.21.10.56.63 Agent de conduite SNCF
M. Gilles VIAL - UNSA 50, rue Gambetta 54300 LUNEVILLE 06.59.90.09.23 Médecin conseil	M. Jean YSNARD – CFE-CGC 3, rue François Richard 54300 LUNEVILLE 06.08.87.94.58 Transport

ARRONDISSEMENT DE NANCY

Mme Danièle BAILLON – CGT 85 rue Jeanne d' Arc 54000 NANCY 06.75.19.70.53 Dessinatrice NORDON	M. Marc BARTHEL – CGT 45 bis, rue du 8 mai 1945 Bat Les Primevères – Appt. 13 54390 FROUARD 06.81.96.51.58 Sidérurgiste ARCELOR MITTAL
Mme Akila BELHOUT - FO 19, rue de Bonsecours 54000 NANCY 06.16.91.04.17 Employée de restauration	M. Didier BENOIST - UNSA 210, les Vieux Arbres 54160 PULLIGNY 06.78.58.05.91 Employé RTE
M. Raphaël BIZET – SUD-SOLIDAIRES 149 bis, rue Roger Bérlin 54270 ESSEY LES NANCY 06.81.89.42.58 Agent de la DIRECCTE (susceptible d'être sollicité dans tous les secteurs d'activité à l'exclusion des services à la personne)	Mme Monique BOGE - FO 41, bis rue de Réménauville 54000 NANCY 06 05 45 30 51 Retraitée
M. Eric BRETON – CFTC 12, rue du Fort 54550 MAIZIERES 07 86 43 75 88 Agent de sécurité	M. Jean-Claude CHENET - FO 13, rue Beauvau 54000 NANCY 03.83.28.56.98 Enseignant
M. Gilbert CHEVALME – CGT Provence - E4 – Cité des Provinces 54520 LAXOU 06.11.25.35.32 Vendeur préparateur	M. Alain CHRYSOLOGUE - CFTC 255F, allée du Breuil 54700 PONT-A-MOUSSON 06.31.35.57.39 Régleur
M. Jacques CONRAT – CFE-CGC 3, rue Boyard 54230 NEUVES-MAISONS 06.81.26.91.69 Ingénieur sidérurgie retraité	M. Jean François DRUGEON – CGT 06, bis quai de la Bataille 54000 NANCY 03.83.53.93.02 Employé Pôle emploi
M. Philippe DURAND - CFTC 15, rue Ferry III 54320 MAXEVILLE 06.88.38.34.19 Retraité	M. Marc EINSWEILLER – CFE-CGC 8, ruelle du Bas du village 54710 FLEVILLE-DEVANT-NANCY 06.85.91.47.84 Ingénieur service après-vente
M. Pascal ENGEL - UNSA 19, rue Léo LAGRANGE 54510 TOMBLAINE 06.80.37.42.25 Agent hospitalier	M. Jean Louis FALCETTA – CGT 4, rue René Descartes 54425 PULNOY 06.16.53.44.89 Sans emploi

M. Bertrand FINCK – CFE-CGC 2, bis rue Gambetta 54300 LUNEVILLE 06.84.09.51.35 Automobile (vente)	M. Jean Luc FLAMENT – CFE-CGC 5, allée des Noyers 54520 LAXOU 06.32.64.72.42 Métallurgie
M. Stéphane FRIES – CGT 3, route de Saffais 54290 HAUSSONVILLE 06.26.55.89.08 Chauffeur livreur	M. Frédéric GALLOIS - FO 7, rue du tapis vert 54000 NANCY 06.63.40.13.74 Conseiller commercial
M. Bernard GRAISSE - FO 2, rue du Château 54210 LUPCOURT 06.13.54.08.82 Agent de sécurité	M. Yannick GRANDJEAN 84, rue de Clairefontaine 54250 CHAMPIGNEULLES 06.72.92.83.55 Retraité (Inspection travail transport)
Mme Rachel GRASMICK – CFE/CGC Rue de la Forêt 54250 CHAMPIGNEULLES 06.85.27.99.46 Mutualité	M. Lionel GUTIERREZ – FO 10, Rue Pierre et Marie Curie 54100 DOMBASLE 06.83.00.22.93 Responsable des ventes
Mme Marylène JACQUEL – CFE-CGC 36, impasse Paul Eluard 54710 LUDRES 06.84.91.28.78 Assurance	Mme Séverine JEANDEL - UNSA 12, Rue Maréchal Foch 54130 SAINT MAX 06.68.25.52.92 Aide soignante
M. Olivier LAMIELLE - CFDT 7, rue de l'ancien Pont 54630 FLAVIGNY SUR MOSELLE 06.09.59.78.49 Chauffeur SPL	M. Nicolas LEBOEUF - FO 2, rue du chanoine Boulanger 54220 MALZEVILLE 06.68.34.78.74 Conseiller bancaire
M. Arnaud LEGER – SUD-SOLIDAIRES 29, rue de l'Armée Patton 54770 BOUXIERES AUX CHENES 06.23.95.73.84 Agent de conduite SNCF	M. Christian LEPAGE – CFDT 1, rue Marcel Brot 54000 NANCY Retraité 06.48.44.71.57
Mme Annie France LOUVION– CFTC 30, bd du 26ème RI Entrée 1 54000 NANCY 06.81.98.48.53 Retraîtée	M. Philippe MANGIN - CFTC 125, Le Faubourg 88270 RANCOURT 06.70.10.37.22 Standardiste
Mme Fadila MERABET - FO 5, rue Joli Cœur - 54000 NANCY 06.89.26.06.71 Technicienne assurance	M. Christian MEYER – CFE-CGC 11, rue des Sorbiers - 54425 PULNOY 06.72.70.68.99 Responsable d'applications informatiques
Mme Frédérique NIEL - FO 5, rue de Bourgogne 54390 FROUARD 06.80.05.51.90 Juriste d'entreprise	M. Michel PELLETIER – CFE-CGC 6, rue Saint Fiacre 54600 VILLERS LES NANCY 06.85.40.06.81 Retraité
M. Bruno PERISSE - FO 7, Rue Victor Hugo 54110 VARANGEVILLE 06.81.71.33.92 Contrôleur qualité	M. Serge PRADAT – FO 30, allée des Mirabelles 54520 LAXOU 06.20.77.78.35 Juriste d'entreprise
M. Jean-Pierre QUERQUELIN– CFDT 14, rue d'Armorique 54425 PULNOY 03.83.20.04.87 Retraité	M. François RIVOT – CGT 159, rue Charles III 54000 NANCY 06.81.82.90.39 Employé de banque
M. Bruno ROBIN – CGT 39, bis rue Victor Hugo 54230 NEUVES MAISONS 06.46.04.17.62 Conducteur sur Machine	Mme ROUSSEAU Maryse – CFDT 6, rue Antoine Lavocat 54250 CHAMPIGNEULLES 06.80.75.92.50 Agent administratif
M. Alain RUEFF– CFE-CGC 21, rue Drouin 54000 NANCY 03.83.32.88.58 Pré retraité secteur VRP	M. Philippe RUMBACH - CGT 4, rue Trouillet 54300 LUNEVILLE 06.07.90.55.00 Archiviste
M. Jacques SAUER – CGT 1, rue Maréchal Ney 54140 JARVILLE LA MALGRANGE 06.74.63.99.27 Opérateur logistique	M. Christian SCHNEIDER – FO 43, rue Eugène Vallin 54320 MAXEVILLE 06.29.90.18.15 Opérateur télévente
M. Jacques TERNARD – CFDT 236, avenue de Boufflers 54000 NANCY 03.83.98.22.20 Retraité	Mme Hélène THIEBAULT – FO 19, rue de la Résistance 54390 FROUARD 06.31.91.69.82 Aide soignante

M. Doh Appélinto TOMETY – CFTD 650, rue Salvador Allendé 54230 NEUVES-MAISONS 06.80.40.87.58 Employé de commerce	M. Daniel VIARD – CFE-CGC 10 rue du Général de Gaulle 54121 VANDIERES 06.74.07.52.30
Mme Marie-Anne VILLEMEN – SUD-SOLIDAIRES Bât. Anjou Cité des Provinces 54520 LAXOU 06 79 97 69 71 Agent France Télécom	M. Philippe VIOL - SUD-SOLIDAIRES 15, rue des Hauts Jardins 54160 PIEREVILLE 06.25.79.93.81 Agent de conduite SNCF
Mme Elisabeth VUITTON – FO 4, bis rue du Tram 54230 CHAVIGNY 06.32 81 61 60 Educatrice spécialisé	

ARRONDISSEMENT DE TOUL

M Karim BOUBEKEUR – CGT 23, rue des Jeux 54570 FOUG 06.24.57.61.45 Métallurgiste PAM FOUG	M Gilles DEPREZ – SUD-SOLIDAIRES 63, allée des Bouleaux 54200 ECROUVES 06.81.40.76.83 Agent de conduite SNCF
Mme Viviane MARGUET - CFTC 20, allée des Roses 54200 DOMMARTIN LES TOUL 06.11.23.71.57 Fonctionnaire territoriale	M. Bruno MONCHABLON – CFE-CGC 34, rue des Hirondelles 54840 GONDREVILLE 03.83.63 96 83 Employé de banque
M Stéphane PETITDEMANGE – CFTD 2, rue des Lesières 54200 LUCEY 06.74.34.69.82 Vendeur	

Article 2 : La durée de leur mandat est fixée à 3 ans à compter du 15 septembre 2010.

Article 3 : Leur mission permanente s'exerce exclusivement dans le département de Meurthe-et-Moselle et ouvre droit au remboursement des frais de déplacement qu'elle occasionne dans ce département.

Article 3 : La liste prévue à l'article 1^{er} ci-dessus sera tenue à la disposition des salariés concernés à la DIRECCTE Lorraine, Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle, dans chaque section d'inspection du travail et dans chaque mairie du département. Elle est publiée au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 25 janvier 2011

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

AVIS ET COMMUNICATIONS

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET

Service interministériel de défense et de la protection civile

Examen de secourisme : brevet national de moniteur des premiers secours du mardi 18 janvier 2011 - procès verbal n° 01/2011

12 candidats ont été reçus :

BOURSON BUCHLER Joëlle, domiciliée à NORROY LE VENEUR

CHAUMONT VITZTHUM Erika, domiciliée à PULLIGNY

FRIEDMANN Jérôme, domicilié à BRIEY

JOUMARD ORDINAIRE Astrid, domiciliée à JARNY

KUBLER Marjorie, domiciliée à SAINT HUBERT

LAFROGNE Nicolas, domiciliée à WILLERONCOURT

LEBOURGEOIS Damien, domicilié à NANCY

LEITNER HYM Isabelle, domiciliée à METZ

MANGINOIS Gilles, domicilié à FROUARD

MERAR Feiza, domiciliée à HAGONDANGE

MIROUZE Anne, domiciliée à TOUL

SCHMITT CONVARD Sophie, domiciliée à HARAUCOURT.

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Service aménagement durable, urbanisme, risques

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 12246 du 7 février 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de NANCY

Par arrêté préfectoral n° 12246 en date du 7 février 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue TR Rnt HTA sergent Blandan/général Duroc sur la commune de NANCY.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 43259 du 7 février 2011 autorisant EFFIM à exécuter des travaux sur la commune de MONT-SAINT-MARTIN

Par arrêté préfectoral n° 43259 en date du 7 février 2011, EFFIM, 22 rue de la Libération à 88460 DOCELLES a été autorisé à exécuter les travaux en vue du renouvellement urbain quartier du Val, rue des Violettes et rue des Glaïeuls, sur la commune de MONT-SAINT-MARTIN.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 47555 du 7 février 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de HAGEVILLE

Par arrêté préfectoral n° 47555 en date du 7 février 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA station d'épuration syndicat des eaux du Soiron, voie communale n° 5 sur la commune de HAGEVILLE.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 49456 du 16 février 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de MONT BONVILLERS

Par arrêté préfectoral n° 49456 en date du 16 février 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation T. jaune 65 kva foyer accueil spécialisé rue Baron d'Huart, sur la commune de MONT BONVILLERS.

AUTRES SERVICES**MATERNITE REGIONALE UNIVERSITAIRE DE NANCY**
*Ressources Humaines***Avis de concours interne sur titres de cadre de santé du 14 février 2011**

En application du Décret n°2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié portant statut particulier des corps de cadres de santé de la fonction publique hospitalière, un concours interne sur titres de cadre de santé sera organisé par la Maternité Régionale Universitaire en vue de pourvoir 1 poste de cadre de santé à partir du 14 février 2011 :

Dans la filière suivante :

↳ Médico-technique : 1 poste (cadre préparateur en pharmacie)

Peuvent faire acte de candidature à ce concours, les candidats :

- ☒ Titulaire d'un diplôme de cadre de santé ou d'un certificat équivalent, relevant des corps régis par le décret n°89-613 du 1^{er} septembre 1989 ;
- ☒ Comptant au moins cinq ans de services effectifs au 1^{er} janvier de l'année du concours dans un ou plusieurs corps.

Les demandes d'inscription à ce concours doivent comporter un CV et une copie des diplômes détenus, notamment le diplôme de cadre de santé et sont à adresser à :

Monsieur le Directeur de la Maternité Régionale Universitaire
Ressources Humaines- suivi concours
10 rue du Docteur Heydenreich, CS 74213
54042 NANCY cedex

Un délai de deux mois est imparti pour déposer le dossier d'inscription
à compter de la date de publication de cet avis au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 14 février 2011

Le directeur,
Philippe BOULANGÉ

